

**Kompetanse**

**på globalt  
samarbeid**

Competence in Global Co-operation  
Compétence en Coopération Globale

[www.sik.no](http://www.sik.no)

## RÉINSERTION DES ENFANTS SOLDAT

Une expérience du Congo

Kåre Lode (réd)

Bitomwa Lukangyu Onesiphore

Adolphe Balekembaka Musafiri

SIK-rapport 2007 :2



**Senter for interkulturell kommunikasjon**

Centre for Intercultural Communication

Centre pour la Communication Interculturelle

# RÉINSERTION DES ENFANTS SOLDAT

Une expérience du Congo

Kåre Lode (réd)  
Bitomwa Lukangyu Onesiphore  
Adolphe Balekembaka Musafiri

SIK-rapport 2007 :2

# **RÉINSERTION DES ENFANTS SOLDAT**

**Une expérience du Congo**

**Kåre Lode (réd)  
Bitomwa Lukangyu Onesiphore  
Adolphe Balekembaka Musafiri**

**Septembre 2007**



## Senter for Interkulturell Kommunikasjon

Misjonsv. 34, 4024 Stavanger, Norway

Phone (+47) 51 51 62 74 Fax (+47) 51 51 62 72

Homepage: <http://www.sik.no>

<b>ISBN:</b> 978-82-7721-110-7	<b>Title:</b> Reintegration of Child Soldiers : A Congolese Experience
<b>ISSN:</b> 1500-1474	<b>Authors :</b> <b>Kåre Lode (Ed.)</b> Bitomwa Lukangyu Onesiphore and Adolphe Balekembaka Musafiri
<b>Project number:</b> 285090	<b>Client:</b> Norwegian Pentecostal Foreign Mission (PYM)
<b>Copyright:</b> SIK	<b>Editor:</b> Center for Intercultural Communication
<b>Completion date:</b> 02.10.2007	<b>Publisher:</b> Misjonshøgskolens forlag

### Abstract:

In 2003, The Community of Free Pentecostal Churches in Africa (CELPA), cooperating with the Norwegian Pentecostal Foreign Mission (PYM) and the Centre for Intercultural Communication (SIK), started a project directed towards integrating former child soldiers in the Democratic Republic of Congo (DRC), hence contributing to peace and reconciliation in the country. The project is financed by the Norwegian Ministry of Foreign Affairs. This paper draws on the experiences made since 2003.

Thanks to its size, decentralized structure and well organized institution, CELPA was capable of starting the process of identifying and reintegrating child soldiers at an early stage, even before official governmental institutions had been established for this purpose. Since the project started in 2003 over 4000 former child soldiers, of whom 1400 are girls, have passed through the different phases of the reintegration programs established and run by CELPA. Since no complete program was available on the subject of reintegrating child soldiers, CELPA has developed both strategy and content for the reintegration program during the lifetime of the project

The project consists of the following phases: 1) Returning the former child soldier to his/her family 2) Psycho-social training 3) Information about human rights and childrens rights 4) Re-entering school 5) Vocational training (vocational training depends on the following: the wishes of the child, how realistic this wish may be, and the local demand for this profession). Vocational training lasts three to four months. In the end, the child receives a small tool-box enabling her/him to execute his profession.

6) Follow-up

The project takes the shape of a dialogue between the local villages and the professional structure of CELPA and it works in close cooperation with several institutions, both on international, national and local level, but with a strong decentralized focus, drawing on local resources from the village/community where the child is reintegrated.

**Key words :** child soldier, peace building, reconciliation, peace, Congo, CELPA, PYM, SIK, reintegration, dialogue, NGOs, human rights

## **LISTE DES SIGLE**

<b>BIT</b>	Bureau International de Travail
<b>BVES</b>	Bureau pour le volontariat de l'enfance et la santé
<b>CARSEL</b>	Comités d'accueil, de réinsertion, de sensibilisation et d'éducation locale
<b>CELPA</b>	Communauté des Eglises Libres de Pentecôte en Afrique
<b>CEPAC</b>	Communauté des Eglises de Pentecôte en Afrique Centrale
<b>CICR</b>	Comité International de la Croix Rouge
<b>CONADER</b>	Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
<b>CPDRR</b>	Commission Provinciale de Désarmement, Démobilisation et Réintégration
<b>CTO</b>	Centre de transition et d'orientation
<b>EAFGA</b>	Enfants associés aux forces et groupes armés
<b>ESFGA</b>	Enfants sortis des forces et groupes armés
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organisation
<b>FARDC</b>	Forces armées de la République Démocratique du Congo
<b>FI</b>	Fiche d'identification
<b>LRA</b>	Lord's Resistance Army
<b>MONUC</b>	Mission de l'organisation des Nations Unies au Congo
<b>NCA</b>	Norwegian Church Aid
<b>OHCA</b>	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ONGI</b>	Organisation Non Gouvernementale Internationale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PYM</b>	De norske Pinsemenigheters Ytre Misjon (La mission extérieure des églises de Pentecôte en Norvège)
<b>RCD</b>	Rassemblement congolais pour la démocratie
<b>SIK</b>	Senter for interkulturell kommunikasjon (Centre pour la communication interculturelle)
<b>UNICEF</b>	United Nations International Children's emergency Fund (Le fonds des Nations Unies pour l'Enfance)

## TABLE DES MATIERES

	Page
Liste des sigles	2
<b>INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>SITUATION EN 2003, L'ANNEE DU DEBUT DU PROGRAMME</b>	<b>7</b>
Communauté des Eglises Libres de Pentecôte en Afrique (CELPA)	7
Etude préliminaire	8
Elaboration du document du Projet	8
Contexte et rappel des points particuliers de l'approche	9
Financement du Projet	10
Définitions et expressions	11
Enfants associés aux forces et aux groupes armés (EAFGA)	11
Soins psycho sociaux	11
Réintégration	11
Réinsertion	11
Suivi	12
Groupes vulnérables – Victimes de guerre	12
CARSEL	12
<b>APPROCHE COMMUNAUTAIRE</b>	<b>13</b>
Dialogue entre la base et le sommet de la CELPA	13
CELPA et les communautés locales	13
Dans la région de Kasongo	14
Dans le village de Makobola	14
A Bunia, Province Orientale	14
Le cas d'Ibula	14
Le cas de Mazigoro	15
<b>STRATEGIE POUR LA REINSERTION</b>	<b>16</b>
Procédure de la CELPA	16
Pratique de la CELPA sur le terrain	18
Certains aspects particuliers	19
Faut-il faire des projets mixtes entre EAFGA et autres groupes vulnérables ?	19
Effet symbolique de participation à un projet de réinsertion	20
Priorité aux filles ou bien politique de genre	21
Soins psycho sociaux	24
Point de départ	24
Contenu de la formation	24
Les soins psycho sociaux décentralisés	25
Choix des métiers	26
Réinsertion scolaire	28
Droits de l'enfant	29
Suivi	30

<b>RESEAUX – COLLABORATION</b>	<b>31</b>
Eglises et ONG	31
Défis de la collaboration	32
Eglises et autres communautés religieuses	33
Agences et organisations de l'ONU	34
<b>CONCLUSIONS</b>	<b>35</b>
<b>ANNEXES :</b>	
<b>Annexe 1 :</b>	
<b>ORGANISATION FORMELLE DU PROJET</b>	<b>37</b>
1    Subdivisions géographiques	37
1.1    Les axes	37
1.2    Communications	37
2    Personnel rémunéré	37
3    Personnel bénévole	38
<b>Annexe 2 :</b>	
Rapport des missions mixtes d'identification des EAFGA	39
<b>Annexe 3 :</b>	
Sources écrites	41

## Introduction

Depuis quelque temps les responsables<sup>1</sup> du Projet de réinsertion des enfants ex-soldats ont voulu réunir les expériences obtenues à travers le Projet et les présenter d'une manière systématique pour notre propre documentation, mais aussi pour partager l'originalité de notre approche avec ceux qui s'intéressent au sujet. Nous pensons aussi que cette approche peut inspirer d'autres acteurs dans le domaine de la réinsertion pour enrichir leurs connaissances.

Monsieur Kåre Lode, consultant du Projet, a servi comme rédacteur du présent document, qui a été élaboré en étroite collaboration avec Monsieur Bitomwa Lukangyu Onesiphore, coordinateur du Projet et Monsieur Adolphe Balekembaka Musafiri, assistant au coordinateur. Nous remercions sincèrement ceux qui ont pris la peine de relire le manuscrit pour nous donner des suggestions de modification pour rendre le document plus facile à comprendre. Il s'agit de Monsieur Gaute Hetland de PYM et Madame Anette Frøyland de SIK. En plus, Anette Frøyland a beaucoup contribué à la présentation du document.

Selon Carol Das<sup>2</sup>, qui a cherché à trouver des indications fiables quant au nombre des Enfants associés aux Forces et Groupes armés (EAFGA) en République Démocratique de Congo (RDC), il y avait environ 35 000 EAFGA. Le chiffre est très incertain. Il y a lieu de penser que le nombre est plus élevé.

« Le terme enfant soldat désigne toute personne, garçon ou fille, âgée de moins de 18 ans enrôlée dans une force armée ou un groupe armé régulier ou irrégulier, quelle que soit la fonction qu'elle exerce, notamment, mais pas exclusivement celle de cuisinier, porteur, messenger, et toute personne accompagnant de tels groupes qui n'est pas un membre de leur famille »

Lorsque les EAFGA commençaient à quitter les groupes armés pour rentrer chez eux, certaines églises locales commençaient à s'organiser pour essayer à les réinsérer dans la société. La direction de la CELPA a effectué une enquête pour apprécier la nature et l'ampleur du phénomène. Un Projet de réinsertion des EAFGA a été organisé vers la fin de l'année 2003 avec le financement du Ministère des Affaires Etrangères de la Norvège. Le PYM et la CELPA ont sollicité le SIK comme consultant du Projet.

La CELPA, étant une organisation congolaise d'une certaine importance, a pu se permettre de commencer la réinsertion des autos démobilisées, en effet il s'agissait des déserteurs, avant même qu'il existe un cadre national dans ce domaine. Cependant la CELPA a expliqué son approche à toutes les autorités politiques et militaires pour rester dans la légalité. Il s'agissait en effet d'une approche fortement décentralisée avec un grand nombre des projets locaux. Il y a des comités de base, dont la composition reflète la diversité de la communauté locale en question. Il s'agit d'une espèce de

---

<sup>1</sup> Communauté des Eglises libres de pentecôte en Afrique (CELPA) avec la participation de Mission extérieure des églises de Pentecôte en Norvège (PYM) et Centre pour la Communication Interculturelle (SIK) en Norvège

<sup>2</sup> Ancien employé de SIK



dialogue entre la base et un Projet exécuté par des cadres professionnels. A cause de ce réseau décentralisé, la CELPA n'a jamais appliqué le phénomène d'un Centre de Transit et d'Orientation (CTO), car les EAFGA ont rejoint soit leurs familles propres ou les familles d'accueil dès leur retour aux villages.

Le programme de la réinsertion consiste grosso modo à ce qui suit :

- installation d'un EAFGA dans sa famille, ce qui est extrêmement important pour la réussite de la réinsertion
- des entretiens psycho sociaux pour aider l'enfant à maîtriser les traumatismes et pour l'orienter vers un choix de métier en vue de l'aider à subvenir à ses propres besoins pour ceux qui ne seront pas intégrés à l'école.
- le choix d'un métier qui dépend de certains facteurs :
  - o le vœux de l'enfant, qui doit répondre aux possibilités réalistes de l'enfant en question
  - o la possibilité de trouver un formateur valable et pas trop cher dans le milieu local
  - o une étude du marché pour s'assurer qu'il existe une demande pour le produit des activités économiques visées par cette formation
- la formation dure normalement trois à quatre mois. A la fin les EAFGA reçoivent un kit qui leur permet de démarrer les activités économiques.
- le suivi, exécuté par un comité local soutenu professionnellement par le Projet, durera de deux à quatre ans

L'approche décentralisée fait qu'il y a une large diversité de métiers dans lesquels les EAFGA sont formés.

Il y a lieu de croire qu'il y a environ 40% de filles parmi les EAFGA. Il semble que les filles ne portent pas toujours les armes, mais elles sont souvent éclaireuses, porteuses blanchisseuses, cuisinières. Il s'agit là des activités indispensables pour le fonctionnement d'un groupe armé et même d'une armée moderne. Les filles répondent à la définition d'une EAFGA. En plus elles sont dans pratiquement tous les cas, exploitées sexuellement. Leur retour à la vie normale est plus difficile que pour les garçons pour des raisons culturelles. Il leur est souvent difficile de trouver un mari. Souvent elles essaient de passer inaperçues et elles évitent de s'engager dans le processus de réinsertion. Le Projet de la CELPA, ayant une politique de genre, a réussi à inclure les filles, dont le nombre dépasse légèrement 30 % des EAFGA du Projet.

« Actuellement plus que 4000 EAFGA ont été pris en charge par le Projet de la CELPA, dont environ 1400 filles. A notre connaissance il s'agit du plus grand nombre d'EAFGA pris en charge par un intervenant en RDC »

Le Projet de la CELPA collabore avec une large diversité d'organisations et d'institutions, dont les structures étatiques, les agences diverses de l'ONU, les ONG internationales (ONGI), les ONG nationales, les autorités militaires, les chefs coutumier etc. Il y a des avantages et des désavantages dans ce contexte. Parfois les ONGI essaient de dominer la collaboration, mais dans l'ensemble, les avantages priment. Le Projet apprend beaucoup et il contribue beaucoup. Parfois le Projet achète les services spécialisés d'une ONGI, parfois il reçoit un appui substantiel d'une agence de l'ONU. De l'autre côté le Projet de la CELPA a contribué directement par son expertise pour renforcer la compétence de la structure étatique de la réinsertion. Dans le Sud du Maniema, l'animateur du Projet de la CELPA joue le rôle de point focal pour la réinsertion. Cela veut dire que tous les acteurs du domaine de la réinsertion, y compris les ONGI, passent par lui lorsqu'ils s'adressent aux autorités.

Il y a un Comité de gestion, nommé par la direction de la CELPA, qui est responsable de la gestion du Projet. Au niveau central il y a un coordinateur, un assistant et un comptable. Le Projet est opérationnel en quatre provinces (Sud Kivu, Nord Kivu, Maniema et la Province Orientale). Il est subdivisé en huit axes, chacun avec un animateur employé par le Projet et un comité local de soutien appelé CARSEL. En principe, chaque projet local a un comité de suivi. Les membres des CARSEL et des comités de suivi des projets font un travail bénévole.

Celui qui trouve que ce document n'est pas suffisamment précis ou détaillé est cordialement invité de prendre contact avec nous pour avoir les plus amples informations sur l'un ou l'autre aspects qui l'intéresse.

« Notre Projet a eu des difficultés à trouver des programmes complets pour la réinsertion. Nous avons dû construire le chemin pendant que nous avons marché dessus. »

Le Projet est financé par le Ministère norvégien des affaires étrangères à travers PYM, ancien partenaire privilégié de la CELPA. PYM a délégué le suivi professionnel du Projet au SIK.

## Situation en 2003, l'année du début du Projet

Beaucoup de jeunes avaient été contraints de rejoindre l'armée de la rébellion, soit par force, soit par des promesses de recevoir des récompenses d'argent qu'ils n'ont plus eues. D'autres se sont enrôlés dans les milices locales Mayi-Mayi suite au discours nationaliste de lutte contre les troupes étrangères : rwandaises, burundaises et ougandaises considérées comme des armées d'occupation. Le nombre exact des enfants soldat n'était pas connu dans le pays, mais il était très élevé car on les a retrouvés dans presque tous les groupes engagés dans la guerre en République Démocratique du Congo. La société civile du Sud Kivu avait avancé en 2001 une estimation du nombre d'environ 3.000 enfants soldats au Sud Kivu.

Sous la pression de l'UNICEF et des organismes nationaux et internationaux de défense des droits humains, le gouvernement congolais avait tenté de démobiliser une partie de ces enfants de son armée. La rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) avait aussi tenté de démobiliser environ 400 de ces enfants au Sud Kivu de 2001 à 2002. Malgré ces tentatives les enfants servaient toujours les groupes et forces armées et dans l'armée nationale. Mais certains combattants Mayi-Mayi rentraient pour vivre dans leurs villages.

## Communauté des Eglises Libres de Pentecôte en Afrique (CELPA)

« Parfois les membres de la CELPA sont en minorité dans les comités de suivi. Il y a même des rares cas où ce comité n'a pas de membre de la CELPA ».

La CELPA a près de 300.000 membres. Elle est présente dans toutes les provinces de la République Démocratique du Congo, avec le Siège Social à Bukavu, au Sud Kivu.

Depuis 1991, la CELPA s'investit dans le travail d'éduquer la population congolaise aux valeurs de paix, démocratie, droits humaine, gestion des conflits et la réconciliation. Elle a aussi exécuté des projets de développement rural, de l'aide humanitaire, de la reconstruction de

l'infrastructure sanitaire et scolaire et autres, détruite par les guerres. Dans un pays déchiré par la guerre depuis déjà sept ans, ce travail permet de contribuer à l'apaisement des tensions sociales entre les groupes ethniques et de créer des conditions favorables à la réconciliation et à la paix au niveau local (dans les villages et au sein des communautés urbaines). Ces actions se sont ajoutées à une œuvre scolaire et une œuvre de santé impressionnantes.

A la suite des guerres dans les années 1990, la CELPA s'est investie dans des activités d'aide aux victimes des guerres. Son partenaire principal, le PYM, a obtenu des fonds auprès du gouvernement norvégien pour financer les activités. Toutes ces activités avaient eu comme résultat, que toute la structure décentralisée de la CELPA avait eu une certaine compétence dans les domaines cités ci-dessus, et les responsables locaux savaient que des initiatives locales pour résoudre un problème social précis, étaient bien vues par la direction de l'église. A cause de cette compétence et ce réseau, les églises de base ont souvent joué le rôle d'organisateur de toute la communauté en question. Cependant, les comités de base, responsables de l'exécution locale d'un projet reflétaient souvent la composition réelle de la population y compris la communauté islamique.

### **Etude préliminaire**

En 2002, dans le cadre de sa préparation pour intervenir parmi les enfants ex-soldats, la CELPA a effectué une enquête sur la situation des enfants (personnes âgées de moins de 18 ans) qui ont servi dans l'armée et dans les groupes des combattants locaux et qui ont regagné la vie civile. Cette enquête a montré qu'il existait plusieurs centaines de ces enfants dans les villages et les centres urbains au Sud Kivu, comme dans la plupart des provinces de l'Est du pays, et que ces enfants ne bénéficiaient pas d'un encadrement social au risque d'être tentés de retourner dans le métier des armes qui compromet toujours la paix dans la région.

Lors de cette enquête, la CELPA a pu identifier dans deux semaines 428 enfants ex-soldats/combattants dans neuf places différentes au Sud Kivu (Bukavu, Kaziba, Luhwindja, Kasika, Kalambi, Kilembwe, Uvira, Mboko, Kalonge) tout en sachant que leur nombre était plus élevé à Itombwe, Fizi, Bunyakiri et dans d'autres endroits où la guerre avait été plus ancrée. L'analyse des données de cette étude a servi lors de l'élaboration du document du Projet.

### **Elaboration du document du Projet**

Le PYM et la CELPA ont collaboré pour élaborer entre autres, le document du Projet. Ce document a été finalisé du 16 au 28 septembre 2003 par un comité composé de quatre membres nommés par la direction de la CELPA et deux consultants du SIK, en étroite collaboration avec la direction de la CELPA, y compris son conseil d'administration qui était réuni à Bukavu pour préparer la Conférence de cette église. Les documents issus de ce processus ont été publiés vers la fin de l'année 2003 dans un rapport publié en 2004 par Kåre Lode, Carol Das et Kåre Kristensen, intitulé *Paix, réconciliation et réinsertion dans la République Démocratique du Congo, SIK-rapport 2004 :1*, Stavanger (Norvège), 56 pages.

La situation politique et sociale reste instable à l'époque avec des rumeurs qu'il y a des éléments armés qui cherchent à relancer la rébellion, ce qui a été concrétisé par le fait que même si le RCD avait pris des mesures pour procéder à une démobilisation, surtout en ce qui concerne les enfants soldats, il y avait des commandants qui étaient en train de recruter d'autres enfants. Cependant, tout semblait indiquer que ce recrutement était un phénomène passager.

### **Contexte et rappel des points particuliers de l'approche**

Depuis le mois d'octobre 2003 la CELPA organise un Projet de réinsertion<sup>3</sup> des enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA). L'approche est fortement décentralisée. L'initiative vient souvent, mais pas toujours, des communautés ou églises locales de la CELPA qui restent responsables de leur projet. Cependant, il y a aussi d'autres initiatives locales qui s'adressent à la CELPA pour résoudre leur problème. Ces projets sont le plus souvent exécutés avec un encadrement professionnel et avec un certain appui matériel de la part du Projet. Il s'agit en effet d'un dialogue entre les communautés de base et le Projet, car dans ce domaine le dialogue avec les groupes de collaboration est nécessaire pour continuer la réinsertion. Cette approche est souvent appelée « l'approche communautaire ». (Voir pp 13-16)

En effet, le Projet a démarré au mois d'octobre 2003, bien avant les démobilisations formelles en masse des EAFGA, donc avec des autos démobilisées. Ces EAFGA doivent plus tard passer par des processus d'identification organisés conjointement par l'armée et le Projet avec l'appui des personnes ressources des zones concernées, car les enfants reviennent le plus souvent aux villages d'origine. Cette concentration sur les autos démobilisées est une autre particularité du Projet.

»La CELPA, en tant qu'organisation nationale connue par les autorités depuis longtemps, a pu se permettre d'intervenir avant que les formalités de démobilisation soient mises en usage « .

Le problème qui découle de ce profile est les distances que la coordination du Projet et les responsables locaux (les animateurs), doivent parcourir pour assurer le suivi des projets. Les animateurs coopèrent avec des comités bénévoles locaux qui suivent les EAFGA du début à la fin de processus de la réinsertion.

Avec l'appui professionnel de l'organisation War Child<sup>4</sup>, un vaste système décentralisé de formation en soins psychosociaux a été mis en place. A travers ce système, un peu plus de 1000 personnes ont reçu une notion de base en soins psychosociaux. Cela concerne les gens qui ont des traumatismes de guerre, une compétence qui s'ajoute à leur expérience antérieure dans ce domaine.

L'approche de la CELPA, y compris le système d'aide psychosociale, facilite la réinsertion des filles (voir pp 21-23), car il y a beaucoup de femmes parmi ceux qui ont eu cette formation. Elle est surtout bien adaptée à une situation dans laquelle il y a une auto démobilisation massive, suivie d'un retour chez eux, de ces EAFGA.

---

<sup>3</sup> Pour éviter la confusion nous allons écrire Projet avec majuscule lorsque nous visons le Projet de réinsertion organisé par la CELPA (donc la structure professionnelle), et avec minuscule lorsque nous visons les projets locaux qui font partie du Projet.

<sup>4</sup> War Child est un réseau d'organisations nationales dont les activités visent un développement mental sain des enfants qui ont vécu la guerre, ce qui va leur permettre à contribuer à un avenir pacifique. War Child est spécialisé à fournir une assistance psycho social aux enfants des anciennes zones de combat à travers des méthodes créatives, y compris la musique et le sport. Les organisations nationales les plus importantes sont celles du Canada et des Pays Bas.

Le Projet a facilité la réinsertion des filles avec le résultat que le nombre des filles réinsérées dépasse légèrement 30% du total.

« A notre connaissance, le Projet de la CELPA, qui a pris en charge plus de 4 000 EAFGA, est le plus grand projet de réinsertion des EAFGA en RDC ».

### **Financement du Projet**

Les églises et communautés locales ont pris l'initiative de l'engagement de la CELPA par laquelle elles ont mis la CELPA devant un fait accompli : les EAGFAs frappaient aux portes de leurs parents, qui avaient besoin de l'aide de la communauté locale. Il fallait les encadrer, ce qui a été fait avec des ressources humaines et matérielles de chaque localité. L'idée était que le Projet devait appuyer les communautés professionnellement et financièrement pour la formation en métiers, achat des kits etc, mais que la participation locale, surtout en personnes ressources, resterait bénévole. Il y a une tendance que ceux qui se sont engagés localement cherchent un honoraire pour la participation, ce que le Projet ne veut pas et ne peut pas accorder. Ce phénomène est surtout dû à deux choses : L'extrême pauvreté due aux guerres fait que les gens cherchent une certaine récompense de leurs efforts, la pratique des ONGI, qui n'ont pas de base populaire et qui en conséquence sont obligées de payer la participation locale. Des qu'un service de l'église s'appelle « projet » les bénéficiaires pensent qu'il y a une rémunération pour leur participation.

De l'autre côté, la CELPA peut initier des projets de nature sociale, économique, culturelle, classifiés comme projets de développement ou comme projets d'aide humanitaire, exécutés par un personnel professionnel payé.

Malheureusement le donateur ne fait pas de contrat pour plusieurs années. Le Projet doit chaque année négocier un financement dont la réponse du donateur semble devenir de plus en plus incertain. Mais les activités de réinsertion doivent durer quelques années, car il faut suivre un enfant pendant deux à quatre ans après la fin de la phase intensive du processus. Pour adapter la stratégie à ces réalités, il a été recommandé lors d'un atelier d'échange d'expériences des animateurs, organisé à Kindu au mois de novembre 2004 qu'à cause de cette incertitude, le projet ne pouvait pas continuer à payer les frais scolaire pour les EAFGA, car l'arrêt du financement risquait de tomber comme un choc. Il fallait négocier avec les parents pour leur prise en charge de ces frais, dans certains cas les parents très pauvres allaient profiter des microprojets pour renforcer l'économie familiale. Lors d'un atelier organisé à Bukavu au mois d'octobre 2006 une deuxième conséquence a été tirée de cette incertitude de financement : que désormais le Projet ne doit plus prendre d'initiative pour créer un nouveau projet local sauf dans des cas très particuliers. Cela pour des raisons suivantes :

- Le financement n'est pas garanti pour très longtemps
- Le suivi va peser de plus en plus lourd sur nos ressources
- L'accompagnement des initiatives locales a
  - o une plus forte potentialité de réussite, car la responsabilité reste avec la communauté de base
  - o le coût par nombre d'EAFGA est plus bas
  - o le suivi est largement assuré par la communauté locale

Pour réussir cette approche l'animateur ne doit pas chercher à jouer le rôle d'un fonctionnaire qui contrôle, mais plutôt d'une personne ressource qui encourage, qui accompagne et qui facilite le travail. Les CARSEL doivent jouer le même rôle.

## **Définitions et expressions**

### **1. Enfants associés aux forces et aux groupes armés (EAFGA).**

L'appellation utilisée pour désigner les enfants en question évolue avec le temps. D'abord on a parlé des « enfants soldats » ou bien en langue swahili : Kadogo. Cependant cette appellation est très imprécise et le plus souvent, elle ne donne pas les associations qui permettent aux gens de comprendre de quoi il s'agit.

Cela a été défini dans le document officiel des Principes du Cap établi en 1997 en Afrique du Sud. Selon cette approche, le terme enfant soldat désigne toute personne âgée de moins de 18 ans enrôlée dans une force armée ou un groupe armé régulier ou irrégulier, quelle que soit la fonction qu'elle exerce, notamment, mais pas exclusivement celle de cuisinier, porteur, messager, et toute personne accompagnant de tels groupes qui n'est pas un membre de leur famille. Cette définition englobe les filles recrutées à des fins sexuelles et pour des mariages forcés. Elle ne concerne donc pas uniquement les enfants qui sont armés ou qui ont porté des armes. Cette définition a subi quelques modifications lors de la conférence sur les EAFGA tenue à Paris au mois de mai 2007, mais les grandes lignes sont les mêmes.

Nous précisons que cela s'applique à tous, sans tenir compte de fait que l'enfant a été pris par force ou non et qu'il ait commis des abus ou subis des atrocités.

En RDC cette définition a d'abord été formulée comme « Enfants associés aux forces et aux groupes armés », mettant accent sur leur appartenance à ces formations. Ensuite l'appellation « enfant sortis des forces et groupes armés » (ESFGA), mettant accent sur le fait qu'il ne faisaient plus membres des forces et groupes armés. Pourtant, dans ce document nous allons utiliser le terme EAFGA, qui est l'expression communément utilisée dans le pays.

### **2. Soins psychosociaux**

L'appellation détraumatisation est souvent utilisée, mais nous trouvons que le terme « soins psychosociaux » est plus adapté. L'essentiel est que ce processus est un élément de base de l'approche de la CELPA qui a comme objectif d'aider les jeunes à se réconcilier avec leur passé et à affronter l'avenir d'une manière positive.

### **3. Réintégration**

Cette expression désigne un processus par lequel des personnes ou groupés identifiées comme ayant droit à des positions ou des postes ou des services précis dans la société, seront installés ou auront accès à ces services.

### **4. Réinsertion**

Réinsertion, souvent suivie des qualificatives « économique et sociale » désigne un processus qui permet aux personnes (souvent des soldats ou combattants) qui pour des raisons diverses ont exercé des activités dont la société n'a pas besoin dans une situation normale, seront aidés mentalement et pratiquement à regagner la vie civile et y exercer des activités souhaitées et qui les permettent d'avoir des recettes nécessaires pour une vie normale.

Dans nos activités quotidiennes de la réinsertion nous comprenons les activités

- d'identification,
- des vérifications,
- la réunion avec les familles,
- le programme psychosocial,
- la documentation,
- l'apprentissage des métiers ou la reprise à l'école,
- la transition à une vie d'adulte
- le suivi qui accompagne les EAFGA pendant un certain temps après la phase intensive.

Dans le contexte de notre Projet, nous parlons de réinsertion et non pas de réintégration.

### ***5. Suivi***

Dans le cadre de notre programme nous comprenons le suivi comme des actions de soutien aux EAFGA après que ceux-ci ont terminé la phase intensive qui contient des entretiens psychosociaux et l'apprentissage d'un métier, donc la phase où ils doivent voler de leurs propres ailes. Il faut impliquer les parents, la communauté locale et le Projet, pour leur rendre visite, les encourager, les conseiller ou les aider dans le cas où ils ont besoin. La fréquence des visites et la durée de la période de suivi, peuvent varier considérablement d'un cas à l'autre.

### ***6. Groupes vulnérables - Victimes de guerre***

Pour assurer une stabilisation et un développement paisible, il est aussi important de lancer des projets qui visent des groupes particulièrement de risque, souvent appelés groupes vulnérables qui dans le contexte congolais est souvent les victimes de guerre.

Les EAFGA constituent un de ces groupes. Ceux-ci ont besoin d'aide pour être réinsérés dans la vie civile (communautaire). Si non, il se peut qu'ils puissent choisir de vivre par des activités criminelles. Nous aimerions aussi atteindre les enfants et les jeunes par un meilleur enseignement en facilitant l'établissement d'un programme mieux adapté à leur situation réelle.

### ***7. CARSEL***

Le CARSEL est un comité local de soutien et de suivi qui, au niveau des axes, est chargé de sonder l'histoire, les vœux et les désirs des EAFGA, de trouver la famille d'origine locale ou le cas échéant, d'identifier et installer l'EAFGA dans une famille d'accueil et d'éducation bénévole. Ce comité assure aussi un suivi depuis son identification et jusqu'à ce qu'il est capable de travailler seul. Il y a un CARSEL par axe. En plus il y a des comités de suivi, un comité par projet local.

## **APPROCHE COMMUNAUTAIRE**

Suite aux accords de paix au Congo en 2003, le pays est confronté à une multitude de problèmes qui exigent une mobilisation massive des ressources financières et humaines, nationales et internationales. La situation politique et sociale reste instable avec des rumeurs qu'il y avait des éléments armés qui cherchaient à relancer la rébellion, ce qui a été concrétisé

par le fait que même si le RCD a pris de mesures pour procéder à une démobilisation, surtout en ce qui concerne les EAFGA, il y avait des commandants qui étaient en train de recruter d'autres enfants. Cependant, tout semble indiquer que ce recrutement est un phénomène passager, mais tout de même inquiétant. Nous aimerions souligner que la définition des EAFGA concerne aussi les filles qui avaient été impliquées dans les unités armées. Le présent projet en tiendra compte dans toutes ses dimensions.

### **Dialogue entre la base et le sommet de la CELPA**

En effet depuis 1991 la CELPA a systématiquement été formée en théorie et en actions pratiques à jouer un rôle actif dans la société en vue d'assurer une base minimum pour une vie humaine digne, dans une société qui a été abandonnée par l'Etat.

« Le Projet est en effet un dialogue pratique entre des professionnels organisés par la CELPA dans le cadre d'un Projet d'une part et d'autre part les églises de base de la CELPA en étroite collaboration avec les communautés locales dans lesquelles ces églises sont implantées ».

Les églises locales ont une organisation qui est capable de prendre des décisions qui engagent ses membres, et souvent aussi toute la communauté locale, devant des défis qui se présentent devant la communauté. Cette organisation est également capable d'assurer la gestion des situations extraordinaires qui sont souvent organisées sous forme d'un projet. Les églises locales savent par expérience que si le phénomène qu'elles affrontent dépasse leur capacité matérielle ou humaine, la CELPA peut souvent les aider par ses propres ressources ou par des ressources mises à sa disposition par les partenaires extérieures. Si le phénomène demande une mobilisation importante des ressources matérielles, financières et humaines pendant une longue période, la CELPA peut organiser un projet sans ou avec l'aide des partenaires étrangères. Le Projet a tenu compte de cette réalité, car le rôle du Projet n'est pas de récupérer des projets locaux initiés à la base, mais plutôt de les accompagner et de les compléter

### **CELPA et les communautés locales**

Dans beaucoup de communautés dans lesquelles la CELPA est implantée, elle représente la plus forte structure organisationnelle, ce qui fait que la communauté entière se sert de cette structure pour résoudre ses problèmes. Cependant les comités ad hoc formés pour gérer une activité commune, reflètent à la fois la position de la CELPA et la composition de la communauté en question.

«Souvent il y a dans les mêmes groupes des EAFGA qui étaient tout récemment des ennemis de guerre. Il semble que cela ne cause pas de problème de collaboration. Il semble aussi que les différences ethniques ou religieuses ne causent pas de problème non plus ».

**Dans la région de Kasongo**, dans le sud de la province de Maniema, la majorité de la population est musulmane, et l'église catholique est l'église la plus forte, ce qui se reflète dans la composition des comités locaux d'appui aux projets de réinsertion. Dans le village de Mwanga le comité est composé de sept membres, dont deux hommes de la CELPA, deux hommes de l'église catholique et un homme



et deux femmes musulmans. Les initiatives à un projet local de réinsertion, peuvent venir des individus, des groupes organisés ou non organisés, de l'église locale de la CELPA etc.

**Dans le village de Makobola** qui est situé à quelques 30 km au sud de la ville d'Uvira, province du Sud Kivu, les villageois ont construit une maison avec trois salles qui devrait servir comme centre de formation pour leurs filles et fils qui revenaient des groupes armés. Ils ont formé un comité pour gérer leur projet et ce comité s'est adressé à la CELPA pour demander le soutien en technicité et en matériel. La CELPA a répondu positivement, même si le comité ne contient aucun membre de la CELPA et que parmi les EAFGA qui profitent du projet il n'y a personne qui est affilié à la CELPA. Le rôle de la CELPA est d'assumer la responsabilité économique, juridique et professionnelle.

**A Bunia, Province Orientale**, il y a un projet de réinsertion organisé par la CELPA. Le comité est composé de deux femmes et deux hommes, tous de la CELPA. Cependant, l'église catholique étant l'église la plus forte, plus que 2/3 des EAFGA est membres de l'église catholique. Aucun EAFGA qui y participe n'est membre de la CELPA.

### **Le cas d'Ibula**

Au village d'Ibula nous avons visité deux projets (11.08.2005), initiés par l'église locale. Ils avaient terminé un premier stage en coupe couture pour quatre filles et un stage en menuiserie pour 15 garçons. Le deuxième stage était en cours avec huit filles et 12 garçons. Tous les enfants, sans exception, habitaient chez leurs parents. Le pasteur a motivé les parents de reprendre les enfants à fur et en mesure qu'ils sont arrivés. Cette motivation prend souvent le forme d'un soin psychosocial envers les villageois en général et les parents en particuliers, mais elle vise le plus souvent à résoudre un problème concret, ce qui ne suffit pas pour couvrir les besoins de toute la population d'un village. Les garçons fréquentent l'école. Un enseignant avait une petite menuiserie, qu'il utilise comme atelier d'apprentissage pour les enfants. Il n'est pas payé, ce sont ses outils et ses planches qui sont utilisés. Ils produisent pour la vente. Les enfants ont eu leur part, ce qui les a permis de payer les frais scolaires.

Les filles d'Ibula n'étaient pas scolarisées avant de devenir EAFGA, donc elles n'ont pas rejoint l'école à leur retour non plus, mais elles aimeraient avoir une alphabétisation et elles cherchaient une formation en tricotage. Le pasteur a promis le tricotage sur place parce qu'il connaissait une femme qui pouvait les enseigner. L'église locale avait une machine à coudre qui servait pour toutes. Les garçons et les filles voudraient combiner ces techniques avec l'agriculture et l'élevage des chèvres et des moutons. L'église a une pépinière pour produire de la semence et des plants pour le projet.

Le cas d'Ibula montre à la fois la potentialité des initiatives à la base, et les limites de ces initiatives. Après avoir été pillé à plusieurs reprises, le besoin en chaises, tabourets, tables, armoires etc. est énorme dans la zone. Comme il s'agit d'une zone rurale, la production agricole a repris et il y a un certain pouvoir d'achat. La production n'est plus freinée par manque de main d'œuvre qualifiée, mais plutôt par le manque de matériel de la production. C'est le même cas pour les filles. La production est limitée parce qu'il n'y a qu'une seule machine à coudre dans la zone. Puisque dans les deux cas, les EAFGA aiment combiner les nouveaux métiers avec l'agriculture et le petit élevage, chaque individu n'a pas besoin d'un kit complet. Ils peuvent se partager les outils les plus chers, comme les machines à coudre, tout en gardant les articles les moins chers individuellement. Le Projet peut fournir ces outils, leur organiser un atelier pour le suivi psychosocial pour renforcer la capacité locale et payer pour l'alphabétisation des filles.

Il est important que le Projet n'essaye pas de remplacer cette initiative locale, mais plutôt de l'accompagner. L'appropriation locale du processus est très importante pour la réussite. Ce projet aura donc un matériel supplémentaire et un appui professionnel de la part du Projet, pour le permettre d'atteindre le même niveau que les autres projets locaux. Il est intéressant de constater que le nombre des filles augment. C'est un signe de sérieux. Les filles qui étaient encadrées par le projet pensaient qu'avec leur réussite d'autres filles allaient venir demander la formation.

### **Le cas de Mazigiro**

Le village de Mazigiro, situé d'une trentaine de kilomètres de Bukavu. Cette localité a connu une participation assez forte de leurs jeunes aux rangs des EAFGA, surtout des garçons. Selon les informations reçues lors de notre visite, il y avait environ 40 garçons et cinq filles qui étaient revenus après avoir quitté les groupes armés des Mayi Mayi et de Mudundu 40. Ils étaient tous reçus dans leurs familles. Le pasteur de la CELPA et son épouse ont organisé des entretiens psychosociaux avec les jeunes.

Dans une vallée à côté du village la terre était très argileuse. A Bukavu il y a beaucoup de constructions, ce qui entraîne une grande demande des briques cuites. Le beau-fils du couple du pasteur et son épouse vivaient de la production des briques. Il mettait son expertise gratuitement à la disposition d'un projet de réinsertion de ces 40 garçons par l'apprentissage de la production des briques, contre un certain pourcentage raisonnable de la vente de ces briques. Donc il avait un intérêt personnel de la réussite des jeunes. Cela fait entre autre qu'il a un intérêt personnel de leur faciliter le transport. Le Projet de la CELPA avait aidé avec l'aide pour faire un hangar pour protéger la production contre la pluie, deux brouettes et des houes, tout en laissant la responsabilité du projet avec l'église locale. Nous avons eu un entretien avec 15 d'entre ces jeunes. Ils étaient convaincus que ce travail allait leur rapporter suffisamment des recettes pour pouvoir vivre dessus. Mais la production vient de commencer et la vente ne pouvait commencer que dans quelques semaines. Entre temps ces jeunes, qui habitaient tous chez leurs familles, constituaient des charges. Quelques parents se plaignaient, mais tous étaient contents de cette opportunité qui s'ouvrait à leurs enfants. Le Projet ne pouvait pas payer leur nourriture pendant la période d'apprentissage. La responsabilité en restait avec la communauté en question. Les propriétaires des meilleurs lieux pour prendre la terre argileuse demandaient un paiement après la production d'un certain nombre des briques même si les briques produites étaient vendues ou non. Ce problème devait se résoudre au niveau local, le Projet n'y intervient pas. Un modus vivendi s'est établi d'une façon qui permet le projet local de continuer.

Nous avons demandé ce qu'ils avaient prévu pour les cinq filles. L'épouse du pasteur a dit que leurs ressources étaient parties pour lancer le projet pour les garçons, ils étaient au bout du souffle, mais toutes les filles ont souhaité d'apprendre la couture et il y avait une personne dans le village qui savait utiliser une machine à coudre. Sur place le Projet s'est engagé à fournir une machine à coudre et un matériel de démarrage pour permettre aux filles d'avoir une aide à reprendre la vie.

Le Projet renforce l'effort local avec une aide qui permet à la communauté locale d'engager d'une manière efficace, les ressources humaines d'encadrement. Fidèle à sa vocation, le Projet a permis, avec un appui limité, mais stratégique, la communauté locale d'organiser un deuxième projet à l'intention des filles entièrement basée sur les ressources humaines de la localité. Cependant il y a

»Le cas de Mazigiro montre la dynamique du dialogue ou partenariat de fait entre les églises/communautés locales et le Projet. La responsabilité du projet reste avec la communauté locale qui mobilise les ressources humaines et financières qui sont à leur disposition ».

des cas où les clients arrivent à convaincre les EAFGA de leur vendre des briques en crédit, et dans certains cas ils n'honorent pas leur engagement. Dans ces cas, les responsables du Projet sont obligés d'intervenir pour essayer à régulariser la situation.

## **STRATEGIE POUR LA REINSERTION**

### **Procédure de la CELPA**

L'enquête préliminaire sur les «enfants ex-soldats/ combattants, effectuée par la CELPA en mai/juin 2002 a montré que le phénomène d'auto démobilisation<sup>5</sup> avait pris une ampleur étonnante. L'auto démobilisation continuait. Les enfants et jeunes non encadrés et en situation irrégulière, constituaient un problème social et sécuritaire inquiétant. Il était évident qu'il fallait intervenir pour éviter que la situation ne devienne incontrôlable. Puisque la CELPA était une organisation nationale, qui avait une longue expérience dans les domaines de développement économique, social et culturel ainsi que dans le domaine d'urgence et d'aide humanitaire, y compris l'aide aux victimes de guerre, elle pouvait se permettre d'intervenir sur un terrain risquant. Comme il n'y avait pas de structure étatique pour l'identification des EAFGA décentralisé et que la MONUC à l'époque était aussi seulement présent dans les grands centres, la procédure normale prévue était difficilement applicable. Si tard qu'au mois de septembre 2003, la procédure n'était pas encore retenue officiellement. Lors d'une visite effectuée le 24.09.2003 par une délégation de la CELPA et les deux consultants de SIK, le président de la Commission provinciale de désarmement, démobilisation et réinsertion a approuvé l'initiative de la CELPA. Il nous a remis des fiches provisoires d'identification pour l'utilisation au sein de l'église, des fiches qui par la suite ont été réservées uniquement pour les FARDC et la MONUC. Cela montre que la CELPA s'est impliquée pour contribuer à résoudre le problème avant même que l'armée nationale et la MONUC avaient mis sur place leur stratégie. Il montre aussi la confiance qu'elles avaient envers la CELPA qui a pu, dans une période intérimaire, jouer un rôle prévu pour l'armée et l'ONU. Deux jours plus tard, la même délégation de la CELPA a soumis les plans au Vice Gouverneur du Sud Kivu qui les a approuvés. La MONUC, l'UNICEF et la Division Provinciale des affaires sociales ainsi que Save the Children et le Bureau pour le volontariat de l'enfance et la santé (BVES) ont également été saisis pour expliquer la procédure. Finalement une délégation de la CELPA accompagnée des consultants de SIK a soumis la même procédure au Vice Ministre à la démobilisation et anciens combattants qui a exprimé son contentement des actions prévues par la CELPA, actions qu'il a jugées en conformité avec les plans du gouvernement. Alors, la CELPA a pris connaissance des principes d'identification, elle les avait vulgarisées à tous les niveaux de son organisation pour commencer l'identification officielle.

Sur la base présentée ci-dessus, la CELPA a décidé la procédure suivante :

- L'identification des auto démobilisés sera faite par tous les acteurs locaux : les pasteurs et les autres membres de la paroisse. Ce qui n'était qu'un constat de ce qui se faisait sur le terrain.
- Après avoir trouvé un enfant associé aux forces armées, l'identificateur commence à le sensibiliser. Les données seront notées sur la Fiche d'Identification (FI). La FI sera envoyée à la Commission Provinciale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion. (CPDDR)
- Lors de la prochaine étape, qui est la vérification de l'enfant, une vérification qui en principe est effectuée par la CPDDR, la Fiche de Vérification sera remplie. Pour des raisons

---

<sup>5</sup> Il s'agit en effet des déserteurs

pratiques évidentes la CPDDR peut confier des pareilles missions à d'autres structures, telles que le Comité International de Croix Rouge (CICR)

- A la base de ces deux documents, la CPDDR prépare l'Autorisation de sortie<sup>6</sup>, un document qui doit protéger l'enfant de ré mobilisation par tous les groupes armés.

Les enfants bénéficient d'une façon de l'asile des églises, soit dans les églises ou dans les paroisses. Les membres de la CELPA et surtout les pasteurs et autres fonctionnaires volontaires savent informer les membres des comités d'accueil, de réinsertion, de sensibilisation et d'éducation locale (CARSEL). C'est forcément nécessaire que le CARSEL soit également composé des femmes et des hommes. Quand ils tiennent compte de l'existence des EAFGA dans leur village, les CARSEL peuvent prendre contact avec les EAFGA ou, en cas de danger, contacter des autres interlocuteurs pour le contact et la sensibilisation.

### **Pratique de la CELPA sur le terrain**

L'expérience a montré que l'identification informelle effectuée par les églises locales a été sérieuse, car lors des enquêtes de contrôle organisées conjointement par la CELPA et l'armée, il n'y a pratiquement jamais eu de cas refusés par cette commission mixte de contrôle. Vous avez l'image de la procédure appliquée sur le terrain dans un rapport dressé à la suite d'un certain nombre de descentes sur le terrain par la commission mixte de contrôle dans l'annexe 2 ci-jointe.

Cependant, il y avait un problème lié à cette approche communautaire. Les animateurs des axes ont continué à identifier des EAFGA, sans tenir compte de la capacité budgétaire et de gestion d'un si grand nombre. Le Projet a organisé un atelier de quatre jours à Kindu vers la fin du mois de novembre 2004 pour échanger sur les expériences et pour rectifier les tirs. La direction du Projet, le consultant de SIK et les animateurs de tous les axes, le CARSEL de Kindu et six EAFGA de Kindu, dont quatre filles, ont participé à cet atelier.

Dans le domaine d'identification des ex-combattants la situation que vous verrez dans le tableau ci-dessous a été dégagée. Le nombre élevé des ex-combattants identifiés risquait fort de créer des espoirs que le Projet n'était pas capable de satisfaire. Une décision a été prise immédiatement de cesser les efforts d'identification des ex-combattants adultes, d'être très prudent quant à l'identification des enfants et de partager les données à tout autre intervenant sérieux pour minimiser le risque de dérapage. Certains ex-combattants ont demandé à la CELPA de les aider à obtenir des Attestations de sortie, tout en renonçant à tout autre avantage de la part de la CELPA. Cette pratique a été déconseillée, car le risque était évident que les intéressés allaient réclamer l'intégration au programme de réinsertion par la suite. Ils devraient attendre le moment où les structures gouvernementales appropriées allaient entreprendre une démobilisation générale des EAFGA de la zone concernée.

Pourtant, ces attestations ont une valeur propre pour les EAFGA, car ceux qui ont reçu l'attestation sont en principe protégés contre un ré enrôlement et contre la poursuite judiciaire pour les abus commis en tant qu'EAFGA. Le plus souvent les autorités accordent l'exonération de toutes les taxes aux porteurs de ces attestations pour faciliter leur réinsertion. Vers la fin de 2005 le Projet a aidé certains EAFGA d'obtenir leur attestation même s'ils n'ont pas été intégrés dans le Projet.

---

<sup>6</sup> Au début ces Attestations de sortie étaient appelées Ordres de démobilisation individuelle.

## Ex combattants identifiés selon axes, sexes et age au 29.11.2004

Axe		Femmes	%	Hommes	%	Total
Maniema-Nord (Kindu)	Adultes	30	3,2	903	96,8	933
	Enfants	229	12,4	1.007	87,6	1.236
	Total	259	12,0	1.910	88,0	2.169
Maniema Sud (Kasongo)	Adultes	30	23,8	96	76,2	126
	Enfants	54	11,9	400	88,1	454
	Total	84	14,5	496	85,5	580
Orientale (Kisangani)	Adultes	60	43,5	78	56,5	138
	Enfants	78	13,1	516	86,9	594
	Total	138	18,8	594	81,2	732
Sud Kivu Ouest (Kamituga)	Adultes	67	21,5	244	78,5	311
	Enfants	116	18,3	519	81,7	635
	Total	183	19,3	763	80,7	946
Nord Kivu (Goma)	Adultes	904	39,8	1.368	60,2	2.272
	Enfants	695	29,3	1.673	70,7	2.368
	Total	1.599	34,5	3.041	65,5	4.640
Uvira-Fizi	Adultes	74	41,3	105	58,7	179
	Enfants	158	20,8	602	79,2	760
	Total	232	24,7	707	75,3	939
Sud Kivu Est (Bukavu)	Adultes	108	33,2	199	66,8	307
	Enfants	42	10,3	366	89,7	408
	Total	150	21,0	565	79,0	715
<b>Total général du Projet</b>	<b>Adultes</b>	<b>1.273</b>	<b>29,8</b>	<b>2.993</b>	<b>70,2</b>	<b>4.266</b>
	<b>Enfants</b>	<b>1.372</b>	<b>21,3</b>	<b>5.083</b>	<b>78,7</b>	<b>6.455</b>
	<b>Total</b>	<b>2.645</b>	<b>24,5</b>	<b>8.076</b>	<b>75,5</b>	<b>10.721</b>

A la date du 01.06.2007 la CELPA avait obtenu 1094 Attestations de sortie. Les autorisations de sortie obtenues sont réparties comme suit :

## Tableau des attestations de sortie obtenues au 15.12.2005

Axe	Garçons	Pourcentage	Filles	Pourcentage	Total
Sud Kivu Est	152	82,6%	32	17,4%	184
Sud Kivu Ouest	166	77,9%	47	22,1%	213
Uvira-Fizi-Itombwe	172	83,1%	35	16,9%	207
Nord Kivu	94	90,4%	10	9,6%	104
Province Orientale	77	74,0%	27	26,0%	104
Maniema Nord/Kindu	38	74,5%	13	25,5%	51
Maniema Sud/Kasongo	184	79,7%	47	20,3%	231
<b>Total</b>	<b>883</b>	<b>80,7%</b>	<b>211</b>	<b>19,3%</b>	<b>1094</b>

Il est intéressant de remarquer qu'au Nord Kivu, qui a dépassé largement les autres axes en nombre des EAFGA identifiés, le nombre d'attestations de sortie obtenues est parmi les plus bas. Cela est certainement lié au fait qu'il y a toujours beaucoup de tension et de l'insécurité. Il était facile à identifier les EAFGA, mais presque impossible de les démobiliser. Les commandants sont retissant à libérer les enfants et surtout de collaborer pour qu'ils obtiennent un document qui les met définitivement à l'abri d'un recrutement nouveau. Même en ce moment, le mois de juin 2007, un de ces commandants, le général Laurent Kunda, détient toujours beaucoup d'enfants dans ses rangs, car il s'oppose au brassage de ses troupes et continue à recruter pour renforcer ses unités.

Le pourcentage des filles varie également beaucoup. Nous n'allons pas essayer à pousser l'analyse plus loin à ce point car nous ne connaissons pas les raisons des disparités que nous y constatons. Les animateurs des axes n'accordent peut être pas la même importance aux attestations de sortie et n'insistent peut être pas avec la même insistance pour les cas des filles ou bien se sont les autorités compétentes qui n'accordent pas la même importance à ce processus et que les cas des filles sont jugés différemment par ces autorités. Le Projet essaye de sensibiliser les autorités compétentes et les responsables locaux du Projet pour permettre aux filles d'obtenir leur droit. Cependant, dans certains cas les filles ne veulent pas avoir ces documents, car c'est perçu comme une stigmatisation.

## **Certains aspects particuliers**

### ***1. Faut-il faire des projets mixtes entre EAFGA et autres groupes vulnérables ?***

Nous allons d'abord constater qu'il y a quelques différences entre les EAFGA et les autres groupes vulnérables. En tant que groupe les EAFGA ont subi et ont commis des atrocités plus que n'importe quel autre groupe identifiable des enfants/jeunes vulnérables, ce qui fait qu'ils ont besoin d'un suivi psychosocial très poussé, ce qui est difficile à donner à tous ceux qui en ont besoin. C'est une stratégie souvent utilisée et souvent avec de bon résultat, de laisser les enfants/jeunes qui a un handicap quelconque évoluer dans le même milieu que les enfants qui fonctionnent d'une manière normale, pour avoir des modèles à suivre.

L'autre différence principale est que les EAFGA par définition a eu une expérience d'appartenir aux groupes armés où le commandant possède l'ultime moyen de persuader lorsqu'il donne son ordre. Ils ont vécu une situation où le bien matériel, le plaisir sexuel et la position dans la société se procure au bout du fusil. Si l'on n'arrive pas à les récupérer, ils vont constituer un risque constant de déstabilisation et de violence. L'expérience d'ailleurs montre que c'est le cas. Par exemple, l'Afrique du Sud n'a pas organisé une réinsertion des combattants de l'ANC, adaptée aux besoins. Le résultat en est une violence extraordinaire.

Finalement, la communauté internationale a bâti toute une législation internationale au sujet des EAFGA.

De l'autre côté, on risque de créer des autres problèmes si l'on ne s'approche pas au problème d'une manière prudente et réfléchie. Est-ce qu'en se concentrant uniquement aux EAFGA on crée des injustices envers des autres groupes vulnérables et surtout envers les victimes des EAFGA ? Et dans ce cas, est-ce que ces injustices auront la même potentialité de déstabilisation et de violence que des EAFGA non insérés ?

Parmi les choix de principe à faire, celui-ci est probablement le plus important. Save the Children tient comme un principe, qu'il faut toujours faire des projets de réinsertion mixtes, pour éviter que les EAFGA ne soient indexés ou bien pour éviter de susciter des jalousies des groupes vulnérables qui ne profitent pas du Projet.

L'expérience du Congo montre que la CELPA a bien choisi lorsqu'il s'agit des garçons. Ils seront rarement stigmatisés, ils sont plutôt vus positivement parce que la grande majorité des EAFGA ont été incorporés dans des groupes Mayi Mayi, qui sont souvent considérés positivement par la population, comme défenseurs contre l'agression étrangère.

Par contre, il n'y a pas de doute que le Projet s'est trompé quant aux filles. D'une manière le Projet a réussi à atteindre les filles, car plus que 30% de participants au Projet sont des filles. Un nombre considérable d'entre elles sont mariées. Dans le contexte culturel du Congo le mariage veut dire

qu'elles sont acceptées dans la société et que la réinsertion a réussi. Mais il devient de plus en plus clair que notre stratégie crée des problèmes pour les filles. Les filles qui sont EAFGA sont souvent considérées par les parents, par la communauté locale et par la population en général comme des prostituées qui ont délibérément choisie une vie vicieuse. Elles se sentent stigmatisées par le fait d'être regroupées comme EAFGA. Plusieurs filles ont exprimé une crainte de ne pas trouver un mari. Il fallait appliquer une appellation et un cadre pratique qui réduisent ces problèmes à un minimum.

Nous avons alors proposé qu'à partir de maintenant les filles ne seront pas appelées EAFGA, mais « filles vulnérables ». Lorsque le Projet inscrit des filles jusqu'à 30% peuvent appartenir à d'autres catégories de vulnérables que les EAFGA.

## ***2. Effet symbolique de participation à un projet de réinsertion***

Lors d'une visite au projet de réinsertion à Kavumu, nous avons constaté un pourcentage anormal des participants ex-combattants adultes. Parfois il y a quelques-uns qui dépassent légèrement l'âge limite d'un EAFGA. Dans le cas de Kavumu, il s'agissait de plus que la moitié, et certains participants avaient plus de trente ans. La raison en était qu'à Kavumu les ex-combattants étaient mal vus dans la société, même s'ils vivaient paisiblement après leur retour. Cependant, lorsqu'ils ont adhéré au projet de réinsertion, c'était un signe symbolique à la société qu'ils avaient reconnu leur faute et qu'ils s'étaient engagés sur le chemin de retour. Même avant d'avoir terminé l'apprentissage ils étaient acceptés comme membres de plein droit de la communauté locale, la simple participation au projet avait suffi.

Une autre raison est que presque tous constituaient un groupe de bandits qui inquiétaient la population de Kavumu faute d'être occupés. L'intégration dans la société c'est suite au fait qu'ils subvenaient à leurs besoins seuls sans dépendance.

Le fait que 27 filles à Kindu se sont mariées juste après la phase de formation en métier, montre aussi que la participation à un projet de réinsertion peut aboutir à une acceptation rapide par la communauté locale. Il y a beaucoup d'autres cas de mariage, mais il n'y a pas de statistique dans ce domaine.

## ***3. Priorité aux filles ou bien politique de genre***

La CELPA n'a pas formulé une politique de promotion des femmes ou une politique de genre. Elle n'est pas la seule organisation à manquer un tel profil. De l'autre côté il n'est pas facile à soutenir qu'il y a une résistance contre la promotion des femmes. Des initiatives et des propositions dans ce sens sont facilement appliquées, au moins dans le Projet de réinsertion.

Cependant, le Projet de réinsertion a formulé une politique de genre qui se trouve dans une note de service dont les trois premiers points du préambule indiquent des priorités concernant les femmes :

- a. Les vrais ex-combattants bénéficiaires sont d'abord et avant tout des mineurs de deux sexes qui étaient associés aux groupes armés jusqu'à très récemment. Les mineurs constituent la majorité (75%). Etant donné les conditions particulièrement difficiles dans lesquelles les filles se trouvaient, le 1/3 doit être composé de filles (25%).
- b. Un maximum absolu de 25% peut-être des ex-combattants dont l'âge dépasse légèrement 18 ans et démobilisés récemment. La moitié de ce groupe doit être des femmes qui ont des enfants nés en association avec le service des groupes armés.
- c. Les vrais bénéficiaires sont des gens récemment démobilisés, dans les six mois. Ici on doit être très souple quant aux femmes ayant des enfants issus de ce service de groupes armés, les filles

et les femmes étant réticentes à se présenter à cause de facteur « honte » due aux mœurs et coutumes des communautés locales.

Dans les lignes de conduite, il y avait aussi un essai de remédier au fait qu'il y avait une présence largement insuffisante des femmes dans les CARSEL.

Et pourtant dans l'étude préliminaire sur les EAFGA, faite au mois de mai 2002, il n'y a aucune trace des filles parmi les EAFGA, ni dans le questionnaire, ni dans d'autres aspects de ce document et pourtant il n'y a pas de doute qu'il y avait un grand nombre de filles parmi les auto démobilisés de l'époque. Il est possible que ceux qui ont organisé l'étude ne connaissent pas la définition d'un EAFGA ou bien tout en la connaissant, ils ont surtout visé ceux qui avaient porté des armes, car ce sont eux qui représentaient un danger pour la société. Cela suppose que les filles ne portaient pas d'armes. Nous n'allons pas étudier cet aspect dans le cadre de la présente présentation. Cependant nous aimerions juste mentionner qu'il y a des études faites ailleurs qui indiquent qu'il y a des cas où la majorité des filles portent des armes et que pratiquement toutes ont des rôles militaires en plus de ce qu'elles sont exploitées sexuellement. Cela semble être le cas de la Lord's Resistance Army (LRA) en Ouganda. (McKay & Mazurana, 2004 :73-75).<sup>7</sup> Selon l'étude de Beth Verhey sur le rôle des filles (Comment atteindre les filles), les filles en RDC n'ont pas porté des armes si massivement que celles de LRA. Si on leur demande, beaucoup de filles vont répondre qu'elles ont porté des armes, car socialement, il est accepté qu'un EAFGA ait porté les armes. Il faut probablement se baser sur certains entretiens approfondis avec quelques filles pour avoir une idée relativement correcte du pourcentage des filles qui ont porté des armes. Nous devons aussi nous rappeler que même les armées les plus puissantes du monde, ont un grand nombre de soldats auxiliaires : chauffeurs, cuisiniers, éclaireurs, blanchisseurs etc. Et pourtant ils sont tous soldats.

L'absence de toute notion des filles dans l'étude peut aussi indiquer que les filles essayaient à se rendre aussi anonymes que possible, de peur d'être rejetées par la communauté locale. Ces filles ne sont pas souvent bien venues à leurs familles, qui les acceptent le plus souvent, mais plutôt comme un membre encombrant, qu'un enfant bien aimé. Même maintenant après une relativement longue période de sensibilisation de ces filles et leurs familles ainsi que toute la communauté locale, ce sentiment reste assez manifesté. Aujourd'hui c'est un phénomène bien connu qu'il y a un certain nombre de filles qui tout en restant anonymes, suivent de près ce qui arrive avec les filles qui ont opté pour une réinsertion organisée. Si celles-ci vont réussir, il y aura d'autres candidates.

Dans le cas contraire un certain nombre de « spectatrices » vont définitivement renoncer à la possibilité d'une réinsertion organisée. Nous allons noter qu'à Kindu 27 filles, qui avaient terminé le processus de réinsertion se sont mariées, ce qui est un signe particulièrement fort de réussite, car il est difficile de trouver un autre signe plus évident de l'acceptation de ces filles comme membres de la communauté locale.

«Selon les informations que nous possédons, notre Projet a mieux réussi d'inclure les filles dans le processus que n'importe quel autre acteur. Cependant lors de l'atelier sur l'échange des expériences des animateurs et autres acteurs de réinsertion, tenu à Bukavu au mois d'octobre 2006, il y avait un consentement de viser 40 % des filles dans les nouveaux projets ».

<sup>7</sup> L'étude du livre de McKay & Mazurana, que nous avons cité est faite par Helen Nygårds dans un mémoire intitulé « Flickor som barnsoldater » - des filles comme EAFGA – dans le cadre de ses études à l'Ecole de Mission et de Théologie à Stavanger, Norvège, juin 2007.



Les cas d'Ibula (voir point 3.3) et celui de Kindu (voir point 4.3.2.), évoqués ci-dessus indiquent la même chose, même si le nombre de filles en question est insuffisant pour tirer des conclusions. L'attitude envers la scolarisation des filles dans ce village n'était apparemment pas très progressive, car aucune des filles ex-combattantes n'avait fréquenté l'école, tandis que tous les garçons avaient fréquenté. Et pourtant l'église locale avait pris au sérieux les filles qui sont revenues des groupes armés. Dans le premier stage du village il y avait 4 (quatre) filles et 15 garçons, soit 21,1 % filles. Probablement ces filles ont réussi leur retour, en tout cas, c'était ce que certaines filles nous disaient, car le nombre de filles avait doublé à huit pour le deuxième stage ou le pourcentage des filles était de 40%. Selon les filles qui suivaient la formation au moment de notre visite, il y avait un certain nombre des filles qui observaient attentivement l'évolution de celles qui suivaient le stage, et qui allaient demander une place dans le cas d'une réussite. Le cas d'Ibula, même si le nombre est trop bas pour y baser une statistique, confirme pourtant tous les paramètres que nous avons étudiés ci-dessus.

Le cas de Mazigirow montre aussi comment le Projet avec une stratégie réfléchie de l'aspect genre a pu mobiliser des ressources locales avec une courte intervention verbale et un appui matériel assez modeste.

Le pourcentage même des filles parmi les EAFGA nous a surpris. Pour les femmes ex-combattantes au-dessus de 18 ans, il y avait 29,7% des femmes parmi les identifiées, tandis qu'il y avait 21,3% de filles parmi les EAFGA identifiés au 29.11.2004. La province du Nord Kivu a le pourcentage le plus élevé des filles avec 29,8%. Compte tenu des problèmes auxquels les filles sont affrontées en rentrant chez elles, il y a raison de penser que le pourcentage réel peut dépasser 40%.

Si l'on compare cette statistique avec celle des EAFGA qui suivaient effectivement le programme de réinsertion de la CELPA au 29.11.2004 on constate que parmi les 2254 ex-combattants en cours de réinsertion il y avait 400 pour lesquels on manquait les données sur l'âge et sexe. Il est probable que pratiquement tous étaient EAFGA, car il s'agissait des enfants intégrés à l'école dans deux axes (200 par axe). Il nous reste 1854 ex-combattants, dont 78 femmes et 20 hommes trop âgés pour être comptés comme EAFGA. Dans cette catégorie il y avait alors 79,6% de femmes. Parmi les 1756 dont on était sûr qu'il s'agissait des EAFGA, il y avait 662 filles et 1094 garçons, soit 37,7% de filles. Ce pourcentage si élevé montre d'un côté l'utilité de souligner aux animateurs et aux CARSEL des axes qu'il fallait accorder une priorité aux filles, et à la CELPA d'accepter d'inclure les filles dans le programme, car le pourcentage des filles identifiées était seulement de 21,3%. Selon le rapport annuel de l'année 2006, les filles inscrites aux projets de réinsertion au cours de l'année, représentaient 29,9% du total. Ce qui montre que le taux reste élevé, malgré une légère baisse.

La statistique faite au 10.12.2005 sur ceux qui ont terminé l'apprentissage, confirme cette tendance. Car on constate un pourcentage de 39% des femmes (810 femmes/filles sur un total de 2073), ce qui est une légère augmentation par rapport à la situation d'un an plus tôt.

La statistique de l'obtention des Attestations de sortie, nous montre une autre image. L'armée semble être retissant d'accorder des Attestations de sortie aux filles. Mais le cas de Bukavu montre qu'il est possible. Tous les EAFGA ont le même droit à ces attestations. Cependant, nous avons constaté dans certains cas que les animateurs ne constituaient pas de demande d'Attestation de sortie en faveur d'une fille, de peur d'être ridiculisé par les hommes qui allaient recevoir les dossiers. Ce problème a été réglé et il n'existe plus. Cependant certaines filles n'aiment pas les attestations de sortie pour éviter d'être indexé. Cela est leur choix, mais c'est un droit.

Comme nous l'avons vu ci-dessus, tous les salariés du Projet de la CELPA sont des hommes sans exception aucune. Le comité de gestion et les CARSEL ont commencé avec une seule femme comme

membre. Mais à notre connaissance, il y a maintenant deux femmes dans chacun de ces comités. Parmi les participants du séminaire sur les soins psychosociaux qui est présenté ci-dessous, il y avait huit femmes parmi les 33 participants, soit 24,2%. Parmi les 875 qui ont participé aux séminaires décentralisés il y avait 254 femmes, soit 29%. Les lignes de conduite qui étaient envoyées par la direction du Projet aux animateurs des axes n'ont probablement pas joué un grand rôle lorsque les communautés ont choisi leurs candidats. Ce pourcentage relativement élevé des participantes féminines reflète probablement l'importance que les responsables des communautés locales, fortement dominées par des hommes, accordent aux femmes dans ce domaine.

#### **4. Soins psychosociaux**

##### **Point de départ**

La CELPA ne disposait pas d'une compétence propre et expérimentée en matière des soins psychosociaux des EAFGA. Il fallait l'acheter. Voici la position de la CELPA à ce sujet telle qu'elle est exprimée dans le document du Projet :

« Les soins psychosociaux est un élément clé permettant aux enfants de comprendre et sentir l'injustice de leur mal utilisation et de recommencer leur vie sans se sentir coupable de ce qu'ils ont vécu. De l'autre côté ils doivent comprendre que les actes, qu'ils ont commis sont inadmissibles. D'un côté il est important que l'EAFGA, dans la mesure du possible, reste dans son milieu d'origine pendant cette période. De l'autre côté, les EAFGA sont si nombreux et si dispersés géographiquement, qu'il soit irréaliste que les spécialistes puissent se rendre dans tous les lieux. Le Projet prévoit que les spécialistes seront invités à organiser des cours pour des volontaires, dans chaque axe géographique. Ces volontaires doivent répondre à certains critères, fixés par des spécialistes de ce domaine. La CELPA s'adressera à l'UNICEF ou bien à une ONG spécialisée en matière des soins psychosociaux pour ces deux services. Les soins psychosociaux sera alors effectués par des agents engagés et des volontaires CELPA formés dans des telles techniques par les spécialistes. »

Ces volontaires étaient surtout des pasteurs, des enseignants, des responsables des femmes et des jeunes, des membres des CARSEL et autres personnes influentes dans la communauté. Beaucoup d'entre eux avaient soit une formation et expérience en pédagogie ou bien en cure d'âme basée sur des principes bibliques colorés par la culture du milieu. Il est sans doute important que l'approche psychosociale comme cela soit enseigné par les ONG internationales ou les organismes de l'ONU soit enrichie par les pratiques déjà connues dans le milieu. (Jareg 2005 : 7)

En effet la CELPA disposait de tout un réseau des personnes qui avaient des connaissances et des expériences de conseiller et d'aider des gens qui souffraient et qui avaient besoin d'aide pour retrouver la paix dans le cœur. Avec une formation spécialisée organisée et dispensée par des experts cette, richesse était mobilisée en faveur des EAFGA.

##### **Contenu de la formation**

Le Projet a négocié un contrat avec l'ONG hollandaise War Child qui a organisé un séminaire de formation des formateurs. Le séminaire a eu lieu à Bukavu du 26 au 28 avril 2004 avec 33 participants, dont huit femmes, venant tous les axes plus deux personnes de Kinshasa.

Les objectifs poursuivis étaient :

- Identifier les principales causes qui sont à l'origine de traumatisme chez les enfants qui avaient été victimes des conflits armés,
- Avoir une idée sur le trauma et l'approche psychosociale dans le but de faire comprendre aux enfants, à la société et tout le monde que ce qui était arrivé, est arrivé, mais que les enfants y ont été impliqués par forces, mais ils restent enfants et personnes valables dans la société.
- Utiliser les techniques de bonne communication pour une meilleure réinsertion.
- Appliquer les stratégies d'intervention au cas où les traumatisés sont en groupes, en famille ou seuls.

Les thèmes abordés :

- Introduction au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion.
- Le traumatisme et l'approche psychosociale.
- Que faire en cas de traumatisme d'un enfant ou quelles stratégies faut-il utiliser ?
- Protection de l'enfant et les facteurs de son développement.
- Communication avec les enfants comme approche à privilégier.
- Evénements difficiles dans le développement de l'enfant.
- Stratégie d'intervention.
- Stress et trauma.

### Les soins psychosociaux décentralisés

Malheureusement, la tenue des séminaires décentralisés a beaucoup traîné, car le donateur a transféré la deuxième tranche du financement de l'année 2004 seulement au mois de novembre, ce qui explique qu'un grand nombre de séminaires a eu lieu au mois de décembre 2004 et au mois de janvier 2005. Or, comme nous l'avons vu, les EAGFA étaient déjà encadrés depuis pratiquement un an. Le suivi psychosocial a certainement eu lieu, mais la plupart des personnes responsables de ce travail localement, n'avaient pas eu l'occasion de suivre la formation spécialisée.

### Tableau des séminaires des soins psychosociaux.

Lieu	Dates	Participants		
		Hommes	Femmes	Total
Goma/Nord Kivu	27-29.06.2004	34	12	46
Mulongwe/Uvira	21-22.10.2004	34	12	46
Kamituga/Sud Kivu Ouest	02-05.11.2004	54	60	114
Kisangani/Province Orientale	07-10.12.2004	48	17	65
Cirunga/Kabare, Sud Kivu Est	11-13.12.2004	18	12	30
Bideka/Sud Kivu Est	17-19.12.2004	18	22	40
Kamanyola/Sud Kivu Est	20-22.12.2004	40	8	48
Baraka/Fizi	21-24.12.2004	37	9	46
Kalambi/Sud Kivu Ouest	21-24.12.2004	45	15	60
Tulambo/Itombwe	05-08.01.2005	37	6	43
Kaziba/Sud Kivu Est	06-08.01.2005	42	10	52
Yangambi/Province Orientale	09-12.01.2005	45	9	54
Kindu/Centre	20-22.03.2005	36	9	45
Kindu/Centre	02-04.04.2005	9	3	12
Kalima/Maniema Nord	08-10.04.2005	35	13	48
Kailo/Maniema Nord	20-22.05.2005	15	7	22
Masisi/Nord Kivu	31.05-02.06.2005	17	8	25

Kitutu/ Sud Kivu Ouest	01-03.06.2005	71	21	92
Kasongo	10-12.05.2006	31	1	32
Yanyambi/Kisangani	Octobre 2006	22	18	40
Kalonge/Sud Kivu Est	25-27.11.2006	18	12	30
Bweremana-Minova/Nord Kivu	03-05.12.2006	26	12	38
Bunia	07.01.2007	18	12	30
Kampene/Kasongo	29-31.01 2007	18	12	30
Nindja/Sud Kivu Est	08-10.02.2007	18	12	30
Bunia	07.03.2007	30	10	40
Shabunda/Sud Kivu Ouest	12-14.03.2007	40	14	54
Kampene/Kasongo	23-25.03.2007	20	20	40
Bikenge/Kasongo	27-29.03.2007	26	15	41
Makobola/Uvira-Fizi	05-07.05.2007	23	9	32
<b>Total</b>		<b>925</b>	<b>400</b>	<b>1325</b>

En tout pour les formations décentralisées, le Projet a formé 919 hommes et 396 femmes comme formateurs décentralisés pour aider les enfants ex-combattants avec les conseils dans les soins psychosociaux, soit 69,9% hommes et 30,1% femmes.

Si nous y ajoutons les 33 personnes (formateurs) qui avaient été formées au début par le Projet, nous pouvons dire que 945 hommes et 403 femmes ont été formés depuis le début du Projet, soit 1348 personnes.

Tous les invités venus des Axes étaient très intéressés et sont partis outillés pour aider les enfants traumatisés par les événements de la guerre à se retrouver et de renouer de bonnes relations avec les autres personnes dans la société.

Au niveau des axes avec les formations décentralisées, les thèmes sont les mêmes, mais nous y ajoutons les renseignements sur le VIH/SIDA et ainsi que des autres maladies sexuellement transmissibles. Pour les enfants qui ont terminé les formations pratiques nous parlions de la gestion économique du micro crédits, et gestion des micros entreprises. Ce dernier temps le Projet a introduit le thème des droits de l'enfant.

« En tout, plus de 4000 enfants reçoivent des soins psychosociaux de ces personnes formées par le Projet de Réinsertion sociale des EAFGA de la CELPA, ainsi le Projet participe à la restauration de la paix en RD Congo ».

### **Choix des métiers**

Avant toute chose, nous faisons l'identification des ex-combattants en collaboration avec les branches spécialisées en la matière (Les Régions Militaires et autres partenaires en Provinces). Après l'identification et vérification, nous procédons aux sondages des besoins auprès des ex-combattants identifiés. Ces derniers s'expriment d'une manière participative et ainsi, nous déterminons les filières dans lesquelles les enfants doivent être formés.

Les principes sont les suivants :

1. D'abord les enfants expriment ce qui est de leurs souhaits ou priorités. Le projet doit juger le réalisme des souhaits des enfants par rapport à la capacité intellectuelle, son niveau d'instruction, ses expériences dans la vie pour dialoguer avec l'enfant pour dégager des priorités plus réfléchies.
2. Ensuite, il faut voir s'il est possible de trouver un encadrement professionnel local pour assurer un apprentissage sérieux.
3. Finalement, il faut faire une estimation des potentialités que cette formation offre pour avoir des recettes suffisantes pour vivre dans le cadre économique et social où l'enfant vit.

Les métiers qui ont été cités sont les suivants : Agriculture, élevage, pêche, menuiserie, briqueterie, mécanique, coupe et couture, tricotage, broderie, arts plastiques, savonnerie, coiffure, restaurant.

Il y a toujours le risque de former un nombre si élevé pour un métier qu'il est irréaliste de penser que l'économie locale en a besoin. A court terme on peut être tenté de le faire si on a trouvé un cadre pratique et fonctionnel pour l'apprentissage d'un métier, le risque de ce genre est surtout grand lorsque l'apprentissage des métiers se fait dans des CTO. A long terme cette pratique constitue un risque pour la stabilité de la société, car des anciens EAFGA risquent de devenir frustrés par la déception lorsqu'ils constatent que l'apprentissage qu'ils ont fait leur sert à rien. Dans ce cas le recours aux armes et à la violence sera facilement une tentation et ils seront facilement manipulables par des personnes mal intentionnées.

Le plus important c'est le suivi, nous avons pris des dispositions pour que le projet, les parents ou tuteurs et autres partenaires suivent les jeunes gens formés et s'assurent qu'ils sont installés dans la communauté.

Le Projet a commis une erreur de former un grand nombre d'EAFGA en mécanique vélo et automobile à Kindu. La coordination a dû intervenir pour mettre fin à la formation en ces métiers. Dans les centres urbains où il y a plusieurs acteurs qui interviennent dans la réinsertion, il n'y a aucune coordination dans ce domaine, ce qui risque fort de faire une surproduction des professionnels dans telle ou telle filière de réinsertion.

Les statistiques ci-dessous montre la diversité des filières à l'époque et elles montrent aussi des filières qui ont une certaine surproduction. Depuis le Projet pense qu'il maîtrise ce problème.

## Réinsertion par métiers – apprentissages terminés au 15.12.2005

Axe	Activités	Femmes	Filles	Hommes	Garçons	Total
	Métiers					
<b>Sud Kivu Est</b>	Menuiserie				46	46
	Coupe Couture		12			12
	Briqueterie				44	44
	Pêche				20	20
	Agriculture/élevage		61		48	109
	Cordonnerie				15	15
	Arts plastiques				6	6
	<b>Total</b>			73		179
			29,0%		71,0%	100%
<b>Sud Kivu Ouest</b>	Agriculture		43		16	59
	Savonnerie	3	39		37	79
	<b>Total</b>	3	82		53	138
		2,2%	59,4%		38,4%	100%
<b>Uvira-Fizi</b>	Menuiserie				43	43
	Coupe et couture		22			22
	Agriculture/élevage	8	236		256	500
	Pêche				37	37
	Tuilerie				30	30
	<b>Total</b>	8	258		366	632
			1,3%	40,8		57,9%
<b>Province Orientale</b>	Menuiserie				2	2
	Coupe et couture		86			86
	Agriculture/élevage		23		56	79
	Mécanique vélo, moto, auto				51	51
	<b>Total</b>		109		109	218
			50%		50%	100%
<b>Maniema Nord/Kindu</b>	Menuiserie				130	130
	Coupe/couture		57		5	62
	Agriculture/élevage		76		207	283
	Pêche				49	49
	Mécanique vélo, auto, moto				76	76
	Micro crédit		84			84
	Scierie				28	28
	Piégeurs		10			10
	Coiffeurs				14	14
	<b>Total</b>			227		509
			30,8%		69,2%	100%
<b>Nord Kivu</b>	Menuiserie				20	20
	Agriculture/Elevage	29	21		27	77
	<b>Total</b>	29	21		47	97
		29,9%	23,3%		46,8%	100%
<b>Total</b>		40	770		1263	2073
		1,9%	37,1%		61,0%	100%

### Réinsertion scolaire.

En ce qui concerne la Réinsertion Scolaire, après identification des EAFGA, il avait été constaté qu'un nombre important d'enfants (garçons et filles), plus jeunes (12 – 15 ans), qui étaient associés aux forces et groupes armés sont retournés dans les systèmes scolaires : écoles primaires et secondaires.

Etant donné que le nombre des EAFGA scolarisables était très élevé par rapport au budget alloué à cette activité pour l'année scolaire 2003-2004, il a été décidé de prendre 200 EAFGA par axe. Néanmoins 1214 EAFGA ont bénéficié de cet appui à travers six axes. Seul l'axe Kindu a dépassé de 14 EAFGA. Pour l'axe Kasongo cette activité n'a pas eu lieu suite d'abord à guerre qui était toujours en cours dans ce coin puis suite à l'animateur qui n'était pas à l' hauteur d'une situation si difficile.

A la rencontre d'échanges d'expériences entre animateurs et les membres des divers CARSEL tenu à Kindu en Novembre 2004 avec le Consultant Kåre Lode de SIK, il a été trouvé techniquement impossible de continuer cet appui vu la complexité du phénomène tel que cité ci – haut et vu le nombre des nouveaux cas qui se sont fait enregistrer.

C'est ainsi qu'on a opté à l'approche de l'auto – promotion par la mise en place des micros - projets durables dans les axes pour soutenir les parents et tuteurs dans la scolarisation des EAFGA. Le but est d'augmenter leurs recettes d'une manière durable pour leur permettre de subvenir aux besoins scolaires de leurs enfants. Les parents, tuteurs et communauté ont été sensibilisés pour s'investir dans cette activité. Même si dans l'ensemble ce changement s'est bien passé, il y a certains cas d'échec.

Ces EAFGA qui sont dans le système scolaire et qui ont bénéficié de cet appui profitent des conseils des membres des différents CARSEL et animateurs.

De plus en plus, nous constatons que les EAFGA qui ont terminé l'apprentissage et qui ont maintenant des recettes personnelles, payent leurs propres frais de scolarité.

### **Droits de l'enfant**

Le présent document présente des actions portées sur les EAFGA. Ces derniers ont servi les forces et groupes armés, soit volontairement ou forcés par leur communautés respectives, ou par les forces et groupes armés. Dans tous les cas, leurs droits ont été violés.

L'enfant qui sort d'une force et d'un groupe armés a vécu un moment de rupture de son milieu naturel et par conséquent son processus de développement/croissance a été rompu. Le fait qu'il sorte de ces forces constitue le début de la réhabilitation de ses droits comme tout autre enfant.

Les droits sont les besoins identifiés, jugés utiles et nécessaires pour la croissance et le développement de l'enfant sans distinction de race, religion, sexe et culture.

Certains comportements sont observés chez les EAFGA notamment la recherche de la drogue, l'hypersexualité, trop revendicatif, les agissements anormaux et par masse et beaucoup d'autres selon le milieu. Tous ces comportements cachent parfois les besoins réels. Il appartient donc aux adultes et ou encadreurs et les comités locaux de bien observer ces comportements lorsqu'ils se répètent, perdurent ou s'associent avec d'autres mauvais.

Depuis le début du Projet, les animateurs ont eu comme tâche d'enseigner les droits de l'enfant. Pour ce faire, ils ont eu de matériel pour les aider. Cependant le Projet avait constaté que l'enseignement des droits de l'enfant était souvent négligé. Le thème a été présenté et discuté lors de l'atelier, organisé à Bukavu au mois d'octobre 2006 à l'intention du personnel payé et bénévole du Projet. Depuis, l'enseignement des droits de l'enfant est dispensé aux EAFGA et leur parents, aux membres des CARSEL et des comités locaux.

Selon l' ONU (www.un.org), les instruments normatifs consacrés aux enfants et aux conflits armés comprennent:

- La Convention relative aux droits de l'enfant (1989) et son Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (2000)
- Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (1998)
- La Convention no 182 (1999) de l'Organisation internationale du Travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination
- La Charte africaine des droit et du bien-être de l'enfant africain (1999)
- Les Conventions de Genève (1949), protocole additionnel I & protocole additionnel II (1977)
- Les résolutions 1261 (1999), 1314 (2000), 1379 (2001), 1460 (2003), 1539 (2004) et 1612 (2005) de Conseil de sécurité
- Paris Principles (2007)

### **Suivi**

La procédure décrite ci-dessus peut être considérée comme la phase intensive et plus important du programme de la réinsertion. Cependant la réussite ou l'échec va se montrer seulement à long terme. Le suivi peut être nécessaire pendant au moins deux à trois ans.

Il y a d'abord une courte phase de transition. A la fin de l'apprentissage, un kit (matériel nécessaire pour commencer à exercer le métier) sera distribué aux jeunes. Le kit peut être individuel, mais les kits qui contiennent des équipements relativement chers, sont souvent collectifs. Selon le cas et le milieu, les jeunes peuvent être organisés en petits groupes de travail qui forment alors une espèce de micro entreprise. Il y a souvent une forte discussion au sujet du contenu du kit. Dans certains milieux, les jeunes souhaitent souvent recevoir beaucoup plus que ce qu'ils reçoivent actuellement. D'habitude cela se calme assez vite, même s'il chauffe pendant un moment. Alors le projet aide les jeunes à s'installer aux ateliers qui sont convenables et adaptés au milieu. Dans certains cas le projet paye la location de l'atelier pour deux mois pour faciliter cette transition. Parfois le projet fournit aussi une table et quelques chaises.

D'une façon on peut dire que le suivi commence de la vérification. Il est renforcé pendant la période d'apprentissage des métiers avec un enseignement de gestion économique, car les EAFGA n'en ont pas d'expérience. A Bukavu la CELPA a essayé une expérience avec une ONG qui s'appelle Group One<sup>8</sup>. Ils ont dispensé des cours de gestion financière en deux étapes à quatre jours à l'intention des EAFGA qui approchaient la fin de la période d'apprentissage. La première phase a présenté les défis d'une micro entreprise individuelle et la deuxième a abordé la gestion d'une micro entreprise collective. La direction du Projet a trouvé que cet enseignement était d'une très haute qualité et bien

---

<sup>8</sup> Groupe One est une ONGI belge créée en 1997 par un groupe d'économistes. Leur ambition est de contribuer à une économie plus responsable qui prend en considération les droits humains et les principes d'un développement durable.



adapté aux réalités locales. Malheureusement le Group One ne peut pas travailler en dehors de Bukavu. En dehors de Bukavu, les animateurs ont donné aux EAFGA des notions pratiques sur la gestion des micro- entreprises.

Il y a un deuxième aspect qui est introduit avant la fin de l'apprentissage. Il s'agit de préparer les jeunes et leurs familles à la situation où les jeunes doivent voler de leurs propres ailes sans être encadrés en permanence par le projet. Les jeunes seront les premiers responsables de leur vie et leurs activités économiques. Les parents seront invités à les encourager et les encadrer selon les coutumes du milieu tout en expliquant que l'accompagnement du Projet va décroître de plus en plus.

Dès la remise de kit, il y a parfois des EAFGA qui n'essayent même pas à démarrer les activités prévues. Dans ce cas le Projet essaye, soit par ses agents, soit par les comités locaux, à comprendre les causes de ce désengagement avec le but de récupérer l'enfant. Parfois ils réussissent, parfois ils échouent. Il y a aussi des enfants qui vendent leur kit pour investir l'argent dans une autre activité durable qui les intéresse plus. Il y avait à Bukavu des jeunes qui ont investi à un restaurant, qui fonctionne toujours. Le Projet considère cela comme une réussite.

Dans le contexte particulier du Congo, il est particulièrement important que l'église locale, souvent la seule structure organisée de la localité, s'engage à une participation continue. Pour assurer cette participation, en principe les animateurs organisent un comité local pour chaque projet, au modèle du CARSEL au niveau de l'axe. Ce comité est impliqué pendant toute la durée de la formation, donc les membres connaissent bien les défis des jeunes. A la fin de la période intensive avec la formation et les soins psychosociaux, le comité est chargé de suivre les jeunes pendant une période assez longue.

Cependant, les membres des comités ont besoin d'un appui professionnel de la part du Projet pour assurer un suivi efficace des enfants. Cela a comme conséquence pour la CELPA qui est propriétaire du Projet, qu'elle cherche un financement pendant deux ou trois ans après la clôture du dernier projet d'apprentissage pour assurer la disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières nécessaires pour couvrir cette période.

## **RESEAUX - COLLABORATION**

### **Eglises et ONG**

Il y a plusieurs niveaux de collaboration locale. Un grand nombre d'ONG locales se sont organisées autour des problèmes des enfants vulnérables et surtout en ce qui concerne les EAFGA. Celles-ci collaborent avec des ONG internationales et les organismes de l'ONU. Ces acteurs ont organisé plusieurs forums entre eux, des forums de partage et des forums qui représentent la société civile devant les autorités congolaises, y compris les autorités qui, jusque récemment ont organisé une opposition armée contre le pouvoir de Kinshasa. Finalement ces forums représentent la « voix congolaise » sur la scène internationale. Vers le milieu de l'année 2003, lorsque le présent Projet a commencé à prendre forme, les églises n'étaient pas présentes dans ces forums, leur rôle dans la vie sociale et économique restait inconnu et ne figurait dans aucun rapport international. Et pourtant, selon

les informations fiables, la CELPA avait probablement déjà fait plus dans le domaine de réinsertion des EAFGA, que n'importe quel autre acteur sans avoir eu un budget pour ces activités<sup>9</sup>.

La raison principale de cette situation se trouve dans une différence fondamentale d'organisation et de réseaux de coopération etc entre les ONG et les églises par rapport à des situations extraordinaires. Les églises ont souvent fonctionné depuis plusieurs générations avant qu'une crise particulière arrive. Elles organisent souvent des services sociaux, comme écoles, œuvre de santé etc, pour lesquels elles répondent à des partenaires et donateurs qu'elles ont eus depuis longtemps. S'il y a une crise, elle adaptent leurs activités et ajoutent d'autres pour contribuer à résoudre les problèmes. Cependant, elles continuent à envoyer ses rapports selon les mêmes lignes de coopération que dans une situation normale.

Les ONG internationales (ONGI) constituent un autre réseau ou milieu d'intervention rapide. Elles maîtrisent souvent bien les médias, elles savent comment s'assurer que leurs activités sont connues dans ce contexte. Localement, elles ont une tendance de chercher comme partenaires des ONG locales, qui dépendent totalement d'elles pour son existence et qui ont le même intérêt que leurs contributions figurent dans tous les rapports, car leur avenir en dépend.

Cependant, les expériences des autres acteurs représentent une richesse de savoir-faire dont la CELPA a besoin et les autres ont besoin des expériences de la CELPA. En plus une certaine co-ordination a été utile pour mieux fructifier les efforts de chacun et pour éviter le double emploi et surtout pour éviter que plusieurs intervenants se réclament les mêmes activités. La CELPA a décidé d'être présente à ces forums. Cette collaboration a eu comme conséquence, que la CELPA s'est servi du matériel élaboré par des autres acteurs et que ces derniers se sont servis du matériel élaboré par la CELPA

### **Défis de la collaboration**

Nous avons constaté qu'il y a beaucoup d'organisations internationales qui aiment seulement la coordination pour avoir des informations chez les autres, mais qui ne sont pas facilement disposés à les partager sur leurs propres activités qui dépassent le niveau des généralités.

»La plupart des organisations internationales et agences de l'ONU semblent ignorer les églises qui sont aussi des organisations nationales souvent très performantes. Il semble qu'elles préfèrent des ONG locales, dont l'existence dépend totalement du financement de leur « tutrice » internationale ».

En général les églises font partie d'un autre réseau que celui des professionnels d'aide d'urgence et de développement, le plus souvent leur partenariat avec des églises ou organisations ecclésiastiques du nord durent longtemps et dépasse largement la période de crise. Ce réseau est souvent capable de trouver des fonds supplémentaires pour permettre aux églises de jouer leur rôle lors des situations de crise.

---

<sup>9</sup> La CELPA est une organisation très variée, qui la met en relation avec presque tout ce qui se passe dans la société. Elle a touché le problème des enfant-soldats à travers son travail pour les jeunes, le scoutisme, le programme du développement rural et le travail évangélique des paroisses. Mais l'envergure du phénomène est telle qu'il faut mieux structurer l'approche et avoir un budget à part permettra d'améliorer la qualité du travail et surtout le volume du travail.

Donc, il n'est pas évident que les deux réseaux se retrouvent. La CELPA a pris une décision de principe de participer pleinement dans les réseaux d'urgence et de développement. Les expériences de cette coopération sont intéressantes.

Le comité chargé de la conception du Projet, s'est adressé à une ONGI qui était représentée à Bukavu, pour chercher des informations utiles pour la conception de notre Projet. Il s'agissait d'une ONGI qui est reconnue pour avoir une expertise dans le domaine de la réinsertion. La dame, chef d'antenne, s'est excusée, elle n'avait pas le pouvoir de partager des pareilles informations sans permission de son supérieur à Goma. Comme convenu, nous sommes revenus trois jours plus tard. Nous avons alors eu des dépliants de publicité de l'ONGI en question, des dépliants qui n'avaient aucun intérêt pour la conception du Projet. Par contre, ils s'intéressaient à tous les détails de notre Projet.

A Kindu le Projet avait identifié trop d'EAFGA au début de l'année 2004. Il n'y avait aucune possibilité de prendre en charge toutes ces personnes. Le Projet s'est décidé à partager l'information avec d'autres intervenants sérieux pour leur faciliter le départ et pour contribuer ainsi à l'encadrement des EAFGA. Une grande organisation internationale avait eu ces listes. Elle a demandé de voir le seul projet local qui avait démarré à Kindu. Après la visite elle avait récupéré les enfants en leur offrant plus que la CELPA. Le délégué ecclésiastique provincial de la CELPA a dû intervenir pour ramener les enfants et pour protéger son travail contre une ONGI peu performante mais très gourmande, avait, pour la première fois de son histoire, mis des plaques pour identifier tous les petits groupes de formation des EAFGA dans la ville de Kindu.

Pourtant, les églises doivent être présentes à tous les niveaux de collaboration, pour recevoir, donner et pour contribuer à trouver des formules qui sont performantes et qui peuvent servir les groupes cibles d'une manière maximale. Nous avons constaté que cette approche est à la fois risquant et avantageuse. Le Projet doit continuer à être présent dans tous les forums.

#### **Eglises et autres communautés religieuses**

**Caritas** : L'église catholique s'est engagée dans la réinsertion des EAFGA à travers l'organisation Caritas. En plus de se retrouver dans les mêmes forums de concertation, il y a des discussions informelles pour échanger sur des expériences et les informations au niveau de Bukavu, lorsqu'il y a un besoin. Les deux projets ont une certaine collaboration dans le domaine des soins psychosociaux, car ils se sont servis de la compétence de War Child pour lancer les formations internes, aussi dans le domaine de réinsertion socioprofessionnelle des EAFGA.

**L'Eglise Anglican** : Il y a une étroite collaboration entre la CELPA et l'Eglise Anglicane à Kindu et à Fizi, surtout dans le domaine de développement, mais aussi dans le domaine de réinsertion.

**Communauté Islamique** : A Kisangani et surtout à Kasongo, il y a une étroite collaboration avec la communauté islamique. Les musulmans sont beaucoup plus représentés dans les comités locaux. A Kindu, les enfants musulmans n'avaient pas d'autre choix que de suivre les formations au Projet de la CELPA. A Kisangani la communauté islamique organisée s'approche à la CELPA pour montrer sa reconnaissance de l'attitude positive envers les enfants musulmans. Il y a aussi des cas de collaboration ponctuelle avec d'autres églises.

#### **Agences et organisations de l'ONU**

**UNICEF** : Au début de l'engagement de la CELPA, c'était UNICEF qui coordonnait le forum de concertation des intervenants dans la réinsertion. Depuis le mois d'octobre 2004 Commission National

de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (la CONADER), structure étatique, a pris ce rôle. Les relations actuelles avec UNICEF se limitent à des contacts occasionnels pour échanger les idées et les informations. Le même niveau de relations est entretenu avec OHCA et PNUD. Des projets de réinsertion ont été déposés auprès du PNUD et OCHA, sans suite jusqu'ici.

**FAO :** A Kisangani le Projet de réinsertion de la CELPA avait conclu un accord avec la FAO qui a voulu donner des outils aratoires pour soutenir le Projet. Le délégué régional de la CELPA et l'animateur de l'axe du Projet étaient pris par d'autres occupations plus prioritaires. Donc ils n'ont pas trouvé utile de chercher le matériel à temps. Le résultat en est que le FAO ne considère pas le projet de la CELPA comme un partenaire sérieux et par conséquent, il a retiré son offre.

A Uvira et à Sud Kivu est, la FAO a promis de soutenir le Projet de réinsertion par des houes, machettes et semences pour des cultures vivrières et maraîchères. La FAO a aussi indiqué qu'il pourrait organiser une formation dans ces cultures. Nous attendons toujours la suite.

**Le Bureau International de Travail (BIT)** s'intéressait aux projets de réinsertion en renforçant certaines formations pour aider un certain nombre de participants à obtenir une plus haute maîtrise professionnelle du métier choisi en vue de les qualifier pour des emplois fixes. De l'autre côté, le BIT voudrait s'assurer que les enfants ne sont pas formés pour des métiers qui leur sont interdits, dont la pêche. Il y a un problème à cette approche : l'interdiction aux enfants de moins de 18 ans d'exercer certains métiers considérés comme dangereux pour eux sans tenir compte des réalités du milieu, suppose que les parents de l'enfant ou sa communauté locale peut subvenir à ses besoins. Si cela n'est pas le cas, l'enfant a le choix entre deux possibilités : de ne rien faire jusqu'à l'âge de 18 an, avec des problèmes de trouver à manger et avec le risque d'être rejeté par ses parents à cause de la paresse ou bien il doit chercher la formation dans un autre métier, qui n'est pas de son choix.

Le responsable des projets au BIT a visité plusieurs projets de la CELPA à Maniema et au Sud Kivu. Il a jugé le travail effectué par la CELPA positivement. Le BIT a choisi un certain nombre des projets, dont la CELPA qui a déposé son projet. Le programme devrait commencer au mois d'octobre 2005. Malheureusement le responsable des projets était décédé au mois d'octobre. Depuis lors il n'y a pas de suite à nos demandes. Au début de l'année 2006, après que le bureau s'est installé à Bukavu, les activités ont été suspendues et nous ignorons les raisons.

**Programme Alimentaire Mondiale (PAM) :** Le Projet a une étroite collaboration avec le PAM depuis le mois de juin 2005. Le PAM a soutenu un projet de réinsertion dans l'axe d'Uvira-Fizi. Il s'agit des projets agricoles avec parfois un élément de petit élevage exécuté conjointement par 500 femmes, chefs de famille et leurs enfants dont à peu près 500 EAFGA. Le PAM les a appuyés en vivres pendant la période de travail sur les champs, soit les mois de juillet, août et septembre. Le PAM a aussi promis d'appuyer par des vivres, une période qui commence au mois de janvier 2006, où la CELPA va former les femmes et les EAFGA en techniques de mieux conserver les produits récoltés pour minimiser les pertes.

Le PAM a jugé le rôle qu'a joué la CELPA dans le projet d'Uvira-Fizi si positivement, qu'il a conclu un autre projet avec le Projet de réinsertion de la CELPA. Il s'agit de gérer des cantines scolaires pour 15 écoles avec 12.000 élèves à Kaziba, Luwindja et Burhinyi dans le Sud Kivu Est pendant toute l'année scolaire 2006. L'objectif du Projet de réinsertion de la CELPA était d'aider les EAFGA qui ont opté pour la réinsertion scolaire. Le résultat est que tous les élèves de ces écoles vont en profiter. Cependant, la nourriture qu'offrait le PAM n'était pas suffisamment variée. Il y a lieu de se poser la question de savoir pourquoi les agences de l'ONU, et certaines organisations internationales

n'honorent pas leurs engagements lorsque le PAM a pu constater que le Projet de la CELPA est capable de gérer des grands projets, d'une manière efficace et honnête.

**MONUC :** Avant l'organisation formelle de la CONADER, la MONUC a eu le droit d'identifier, de vérifier et de livrer aux ex-combattants ce qu'on appelait à l'époque 'Ordres de démobilisation individuelle'. Pendant une certaine période la MONUC a aussi aidé le Projet à récupérer des EAFGA déjà enregistrés par le Projet et qui ont été repris par la force par les unités desquelles ils avaient déserté. Le dernier cas de ce genre a eu lieu à Kamanyola après la guerre de juin 2004. Depuis ce temps là les relations avec la MONUC se limitent à des échanges occasionnels des idées et des informations.

## CONCLUSIONS

Grâce à une coopération avec la PYM, qui avait reconnu les qualités de la CELPA, la CELPA a activement accompagné le peuple congolais dans sa descente à la vallée de l'ombre de mort. Avec quelques autres églises, la CELPA a contribué à rendre la vie possible pour la population, contribué à ce que l'espérance a survécu.

Lorsque la violence avait suffisamment diminué, la CELPA a organisé des projets de réhabilitation de l'infrastructure médicale et scolaire et des projets d'aide aux victimes de la guerre, dont les EAFGA. Depuis 1991 la CELPA avait systématiquement renforcé les capacités de l'église en gestion des problèmes très difficiles, et cela à tous les niveaux de son organisation.

Le Projet de réinsertion des EAFGA est devenu un dialogue entre les communautés de base et une structure professionnelle de réinsertion de la CELPA, structure qui était financée par le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, pour lequel PYM était garant juridique et économique devant le ministère et le SIK a fourni un appui professionnel.

Le Projet a cherché la collaboration avec les autorités, les ONGI et les agences de l'ONU. Cette collaboration a parfois été fructueuse et parfois frustrante, car surtout certaines ONGI ont montré une certaine arrogance envers les églises en général et le Projet de réinsertion de la CELPA en particulier.

»Cette approche communautaire a par sa nature facilité la réinsertion réelle des EAFGA, elle a aussi eu comme conséquence un renforcement considérable de la capacité des communautés de base, de se prendre en charge pendant des périodes difficiles et cela n'est pas seulement le cas pour les églises de la CELPA, mais pour toutes les communautés concernées ».

Malgré les difficultés rencontrées, le Projet a réussi à réinsérer environ 4000 EAFGA. Maintenant le défi est de réussir le suivi de tous ces enfants.

## Annexe 1

# ORGANISATION FORMELLE DU PROJET

## Subdivisions géographiques

### *Les axes*

Dès le début, les activités sont organisées dans les axes suivants :

- l'axe Sud Kivu Est, qui correspond à Bukavu et ses alentours avec Kabare et Walungu
- l'axe Sud Kivu Ouest, qui correspond à Mwenga et Shabunda
- l'axe Sud, qui correspond à Uvira, Itombwe
- l'axe de Nord Kivu
- l'axe de Kasongo
- l'axe de Kindu
- l'axe de Kisangani

Au mois de juin 2007, un nouveau travail à Bunia a été organisé comme un 8<sup>e</sup> axe.

Ces axes sont réparties sur quatre provinces : Sud Kivu, Nord Kivu, Maniema et la Province Orientale.

Les axes représentent des entités qui se basent sur les communications existantes et sur les habitudes sociales dans les temps normaux. Chaque axe a ses subdivisions naturelles et la situation sur le terrain évolue.

La direction de la CELPA était convaincue dès le début qu'il fallait appliquer une approche fortement décentralisée pour s'assurer que toute l'église allait se sentir concernée et responsabilisée.

### *Communications*

Cependant, cette forte décentralisation a aussi des inconvénients, dont les plus évidents sont les difficultés de communication.

Dans tous les axes l'animateur du Projet dispose d'une moto. La direction du Projet dispose d'une voiture tout-terrain. Dans les cas où ces moyens de transport ne suffisent pas, le Projet loue des motos ou des voitures ou bien ils voyagent par le transport public. A cause de manque de l'infrastructure routière et parfois à cause de l'insécurité résiduelle dans le rayon d'action du Projet, on est parfois obligé de prendre les moyens de transport aériens. De même, puisque les routes n'ont pas été réparées depuis plus de trente ans et que beaucoup de ponts sont cassés, on est obligé de voyager par avion entre les provinces. Cependant les avions qui fréquentent la plupart des lignes intérieures du Congo sont vieux et mal entretenues, avec comme résultat que en 2005 il y avait une vingtaine d'accidents, chaque fois avec quelques morts. De plus en plus le Projet essaye de profiter des vols de la MONUC pour réduire les risques. L'aspect positif dans le domaine de communication est que le réseau des téléphones portables devient de plus en plus performant.

### **Personnel rémunéré**

A la tête du Projet il y a un coordinateur, un assistant administratif et un comptable, situés au siège de la CELPA à Bukavu. Le Projet profite d'un chauffeur de la CELPA. Dans tous les sept axes il y a un animateur payé pour coordonner les activités.

La CELPA a fixé des salaires pour son personnel qui sont très élevés par rapport aux recettes de la grande majorité de ses membres, mais qui sont nettement inférieurs à ce que payent les ONG

internationales et les agences et organisations de l'ONU aux nationaux bien qualifiés. Pour réduire le risque de fuite des cerveaux la direction de la CELPA a trouvé nécessaire d'augmenter considérablement les salaires des cadres professionnels à partir du mois d'août 2005.

Parmi les ONG locales il y a un certain nombre qui sont créées non parce qu'elles ont une expertise qui correspond aux besoins, mais parce qu'il y a certains ONG internationales qui ont besoin des ONG locales comme canal de leur engagement et peut être pour justifier leur existence devant les bailleurs internationaux. Ils payent les salaires qu'il faut payer à ces ONG, sans base populaire, sans passé et sans avenir. C'est probablement ce fait qui est à l'origine du phénomène des enfants qui quittent les CTO sans avoir pris vraiment connaissance d'un métier qu'ils ne pouvaient pas choisir, car les encadreurs avaient choisi pour eux, et sans suivi non plus.

### **Personnel bénévole**

Il y a plusieurs catégories de personnel bénévole impliqué à l'exécution du Projet. Leur participation est indispensable pour la réussite.

Au niveau de la coordination il y a un comité de gestion du Projet, composé de sept membres.

Le pasteur de l'église locale est le plus souvent la personne qui s'investit le plus pour convaincre les parents des EAFGA et à défaut la famille en sens large ou d'autres familles d'accueil de prendre en charge leurs enfants qui reviennent des groupes armés. Il est parfois aidé par les membres des CARSEL, mais ces membres habitent le plus souvent dans le centre administratif de l'axe. Dans les petits villages le pasteur et ceux qu'il arrive à mobiliser doivent s'occuper de tous les aspects de la réinsertion, car le Projet n'a pas de ressources pour atteindre tous les coins.

Même si les membres du comité de gestion reçoivent un honoraire non négligeable, les membres des CARSEL ne reçoivent en principe rien, mais dans certains cas ils reçoivent un appui symbolique. Leur rôle est de participer aux activités d'encadrement et de suivi des EAFGA et de mobiliser toutes les bonnes volontés du milieu pour soutenir le Projet. Avec les pasteurs et enseignants et autres personnes ressources, ce sont eux qui identifient les enfants qui retournent des groupes armés. Ce sont eux qui ont suivi les séminaires décentralisés en soins psychosociaux et qui se chargent gratuitement d'assurer ce service envers les enfants. Finalement les membres des CARSEL rendent visite à ceux qui ont terminé l'apprentissage et qui volent de leurs propres ailes.

Il est évident que cette formule contribue largement à responsabiliser les communautés locales devant les défis qu'elles affrontent, que cette formule les rend aptes à plus facilement maîtriser des problèmes qui vont venir.

## RAPPORT DES MISSIONS

Monsieur, Le Représentant Légal de la 5<sup>ème</sup> CELPA

BP : 1247 Bukavu  
A Bukavu.

Dans l'exercice du Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (PNDDR) en sigle, envisagé par le Gouvernement Congolais, la 5<sup>ème</sup> Communauté des Eglises Libres de Pentecôte en Afrique qui a comme mission : chercher la paix, la restauration des droits de l'homme dans son développement harmonieux.

La 5<sup>ème</sup> CELPA s'est investie il y a bientôt deux années dans le domaine de la réinsertion sociale des ex-combattants surtout les enfants.

C'est dans ce cadre qu'une équipe de la Cellule DDR de la 10<sup>ème</sup> Région Militaire avec celle du Projet de Réinsertion sociales des ex-combattants de la 5<sup>ème</sup> CELPA ont effectué des descentes au courant du premier Trimestre de l'année 2005 dans différents sites d'encadrement des enfants ex EAFGA.

### 1. Objectifs :

- Identifier les EAFGA et auto démobilisés
- Octroyer les Attestations de Sortie de Groupes et forces Armés.

### 2. Composition de l'équipe :

- Capt MPANGU OLIVIER : Cellule DDR/10Région Militaire
- S/lt RAOUL TSONGO : Cellule DDR/10èRégion Militaire
- Ir BITOMWA LUKANGYU : Coordinateur du Projet de Réinsertion 5èCELPA
- Mr BALEKE MUSAFIRI : Assistant Administratif/Projet Réinsertion
- Mr BAHATI KUDERHWA : Animateur de l'axe Sud/Kivu Est

### 3. Activités réalisées :

- Sept descentes ont été effectuées dans les sites d'encadrement des enfants de la manière suivante :
  - 2 descentes à Mboko-Baraka-Lukongo, Echula(Fizi)
  - 1 descente à Uvira
  - 1 descente à Kavumu
  - 1 descente à Bideka
  - 1 descente à Kabare
  - 1 descente à Kaziba
  - 1 descente à Bukavu/ville( Panzi, Mulambula)
- Sensibilisation de la communauté et des enfants.



Résultat atteint :

Nous avons constaté la présence des plusieurs enfants ex-combattants dans les sites visités, pour l'instant seuls 287 ont été identifiés et ont obtenu leurs Attestations de sortie

Difficultés rencontrées

- Le temps imparti pour cette activité était insuffisant , suites à d'autres activités
- Le champ d'action étant vaste, nous n'avons pas atteint d'autres sites.

Suggestions

Pour surmonter ces difficultés, nous suggérons ce qui suit :

- Organiser d'autres descentes pour visiter d'autres sites comme : Ibula, Mushinga, Burhinyi, Kitutu, Kalambi, Kamituga .  
Même si la 5è CELPA n'a pas encore des activités à Shabunda, c'est important d'y programmer une visite avec l'équipe.
- Disponibiliser les moyens logistique et un temps suffisant pour mettre fin aux activités planifiées.

Veillez agréer Monsieur le Représentant Légal nos sentiments patriotiques.

Mpangu Olivier Raoul Tsongo Bitomwa Lukangyu Baleke Musafiri Bahati Kuderhwa  
Capt Chef Cellule S/lt

DDR/10è R.M. DDR/10è R.M. Coordinateur/Projet Assistant Adm Animateur axe S/KE

C.C : - Commandant 10è Région Militaire  
- CONADER  
- MONUC  
- Projet de Réinsertion Sociale/5èCELPA.

### **Annexe 3**

#### **Sources écrites:**

Jareg, Elisabeth: 2005 *Crossing Bridges and Negotiating Rivers – The Rehabilitation and Reintegration of Children Associated with Armed Forces* Save the Children, Norway. Publié par Coalition to Stop the Use of Child Soldiers, (Issue 1, March 2005)

Verhey, Beth: 2004 *Comment atteindre les filles?*  
Publié par Save the Children UK et le groupe des ONG : CARE, IFESH and IRC, Novembre 2004

Nygårds, Helen : 2007 *Flickor som barnsoldater*, Mémoire d'étude à l'Ecole de Mission et de Théologie à Stavanger (Norvège), Juin 2007

Das, Carol C : 2004 *Child Civilians in Armed Conflict, Reintegration of Children Associated to the Armed Forces*, présentation non publiée, faite le 22.10.2004 lors d'un séminaire tenu à l'Ecole de Mission et de Théologie à Stavanger (Norvège)

Lode, Kåre ; Das, Carol ; Kristensen, Kåre : 2004 *Paix, réconciliation et réinsertion dans la République Démocratique du Congo*, Stavanger (Norvège) SIK – rapport 2004 :1

**Senter for Interkulturell Kommunikasjon**  
**2007**

ISBN: 82-7721-109-0/**978-82-7721-110-7**

ISSN: 1500-1474

Misjonsøgskolens forlag  
Misjonsveien 34, 4024 Stavanger, Tlf.: 51516247  
Fax: 51516253, E-mail: forl@mhs.no